GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT:
 Un Mois, 5 Francs.
 Trois Mois, 13 Francs.
 Six Mois, 25 Francs.
 L'année, 48 Francs.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

ACTES OFFICIELS.
JURISPRUDENCE CRIMINELLE. — Cour d'assises de la Haute-Garonne: Affaire Cécile Combettes; question de dommages-intérêts.
JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE. — Conseil d'Etat: Cultes; indemnité de logement aux curés; insuffisance des ressources des fabriques; justification préalable; obligation conditionnelle des communes.
NOMINATIONS JUDICIAIRES.
CORROQUE.

AVIS.

Les demandes d'abonnement ou de renouvellement d'abonnement doivent être accompagnées d'un mandat à vue sur Paris ou d'un bon sur la poste. On peut encore s'abonner par l'entremise des Messageries nationales et générales.

ACTES OFFICIELS.

INCORPORATION DANS LA GARDE NATIONALE MOBILE ET DANS LA GARDE RÉPUBLICAINE.

Le Gouvernement provisoire,
 Décrète:
 Art. 1^{er}. Les gardes nationaux mobiles de la ville de Rouen, au nombre d'environ 500 hommes, seront incorporés dans les différents bataillons de la garde nationale mobile de Paris.
 Art. 2. Le corps des Lyonnais, s'élevant à environ 700 hommes, sera réuni aux 1,500 hommes d'infanterie de la garde républicaine de Paris.
 Art. 3. A partir de demain, il ne sera plus fait d'enrôlement pour la garde nationale mobile dans les mairies de Paris.
 Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.
 Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 24 avril 1848.

Le Gouvernement provisoire décrète:
 La garde républicaine de l'Hôtel-de-Ville, composée de 600 hommes, forme un bataillon spécial.
 Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 24 avril 1848.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA HAUTE-GARONNE.

Présidence de M. de La Baume.

Audiences des 11, 12 et 13 avril.

MAIHE CÉCILE COMBETTES. — QUESTION DE DOMMAGES-INTÉRÊTS.

M^r Saint-Gresse continue sa plaidoirie : § 7.

Sur toutes ces nullités de forme vient se greffer encore une double exception d'incompétence. La première consiste à prétendre que la Cour d'assises est incompétente pour statuer sur une question de responsabilité civile imputable à une personne qui n'est pas poursuivie criminellement. Je ne fais qu'indiquer cette exception que la jurisprudence a déjà, par une série d'arrêts, résolue contre nous. Je n'insiste pas. Une seconde exception d'incompétence, qui nous paraît avoir la charge de l'évidence, consiste à prétendre que nous ne sommes pas assignés comme civilement responsables du fait d'autrui, mais que c'est une action en dommages fondée sur un fait personnel et d'imprudence ou de négligence que le sieur Combettes a dirigée contre les directeurs de Toulouse et le supérieur des frères. Or, cette action en dommages, directe et sans aucun lien avec l'action criminelle, devait être portée devant les Tribunaux ordinaires, c'est-à-dire devant le Tribunal de la Seine, puisque le frère Philippe est domicilié à Paris. L'argumentation de l'avversaire tourne dans ce cercle vicieux : la responsabilité civile du frère Philippe a un triple caractère : ou bien elle a sa base dans l'art. 1383, ou bien elle a sa base dans l'art. 1384, § 1, ou elle est fondée sur le délit de cause que l'avversaire s'attache à l'art. 1384. Mais, si ce n'est pour s'abriter contre une exception d'incompétence, il n'aurait pas fait mention de l'art. 1384.

Voici d'abord le texte des art. 1383 et 1384 :

« 1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence. »

« 1384. On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous garde.

« Le père et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ;

« Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

« Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère ne prouvent le fait qui donne lieu à cette responsabilité. »

L'art. 1383 a une grande élasticité ; il enveloppe dans son ample réseau tout fait quelconque de l'homme qui peut directement ou indirectement causer un dommage à autrui. Il importe peu que l'individu qui s'est rendu coupable d'un crime ou non sous une dépendance, placé ou non dans la catégorie des personnes dont je dois répondre, telle qu'elle est définie par l'art. 1384. Au point de vue de l'art. 1383, l'individu qui est généralement personnel à celui qui veut l'imputer est déterminé par le droit aux dommages et qui sert à l'évaluation de la mesure.

Le demandeur doit donc prouver dans ce cas la faute positive ou négative du défendeur. C'est dans cette faute prouvée que se fonde l'action en dommages. Si, par exemple, le défendeur a pu empêcher par une vigilance plus active

un crime dommageable pour le défendeur, il est responsable, non pas du crime commis par une personne dont il ne doit pas répondre, mais de sa négligence. L'article 1384, au contraire, organise une présomption légale, et même dans le § 3 une présomption *juris et de jure* de négligence ou d'imprudence contre le maître à l'égard du serviteur ; celui qui a souffert du crime du serviteur n'a pas à prouver la négligence du maître ; elle est légalement présumée. Il y a donc dans les cas prévus par l'article 1384 une sorte de garantie, de caution légale créée par la loi. Le rapport de dépendance déterminé par cet article, une fois établi, la responsabilité civile du maître, du commettant, etc., à l'égard des délits du serviteur ou du préposé, etc., en découle comme un corollaire rigoureux, comme une conséquence inévitable. Il existe alors une connexité intime entre l'action dirigée contre l'auteur d'un crime et celle du garant légal des conséquences civiles de ce crime.

C'est en raison de la connexité, je dirai presque de l'indivisibilité des deux actions que la compétence des Cours criminelles s'étend aux personnes civilement responsables des faits de l'accusé. La raison sur laquelle se fonde la compétence exceptionnelle des Cours d'assises ne peut s'appliquer au cas où celui qui est assigné comme civilement responsable du fait d'autrui, n'est, en réalité, responsable que d'un fait personnel, d'une faute positive ou négative.

Il y a alors un procès spécial et distinct qui n'a aucun lien avec le procès criminel. Ainsi un cabaretier vend du vin à un homme qui s'enivre et qui, sous les impressions d'une colère que sa raison troublée ne peut contenir, tue ou blesse un homme. Le cabaretier a commis une imprudence qui peut justifier une demande en dommages, mais on ne pourra pas la traduire devant une Cour d'assises comme responsable civilement du crime d'un homme qui n'est ni son fils, ni son serviteur, ni son préposé, dont il ne doit pas répondre aux termes de l'art. 1384. On aura contre lui une action en dommages qui devra être portée devant le Tribunal civil et on aura la charge de faire la preuve qu'il a commis une imprudence. Si donc le sieur Bernard Combettes invoque l'art. 1383, il est arrêté par une exception d'incompétence insurmontable.

Cela posé, je dis que l'arrêt de la Cour d'assises rendu à l'avant-dernière session sur les fins de non-recevoir proposées au nom des directeurs Iride et Liéfiroy, seuls assignés alors comme civilement responsables, ne jurent pas l'exception d'incompétence que je viens de proposer. Cet arrêt n'a ni l'autorité de la chose jugée proprement dite, ni l'autorité doctrinale que l'avversaire lui prête.

La Cour, dans son arrêt, déclare qu'elle est compétente pour statuer sur l'action en responsabilité civile dirigée contre les frères Iride et Liéfiroy. Que l'action en responsabilité civile étant l'accessoire de l'action directe contre l'accusé, la Cour criminelle peut connaître de ces deux actions.

Or, ce n'est pas ce que nous contestons. Nous disons : oui, si nous étions assignés comme civilement responsables du fait d'autrui, du fait d'une personne comprise dans les espèces 1384 ou y rentrant par voie d'analogie, la Cour d'assises aurait compétence pour statuer sur la demande de la partie civile, mais nous sommes cités non comme garants du fait d'autrui, mais pour répondre d'un fait personnel d'une faute positive ou négative par nous commise. L'exception qui a été jugée par l'arrêt de la Cour n'est donc pas celle que nous soulevons aujourd'hui ; celle-là a été jointe au fond et réservée. Elle ne pouvait pas être jugée immédiatement.

La lecture des conclusions et de l'arrêt répondra suffisamment à l'argument de la chose jugée invoqué par l'avversaire. Notre exception se résume dans ces mots : « L'action intentée contre nous n'est pas une action en responsabilité civile, mais une action en dommages ordinaires et directs fondée sur une faute personnelle ; donc la Cour est incompétente. Mais, supposons que, contre toutes nos prévisions, la Cour, agrandissant la sphère de sa compétence, veuille rester saisie de l'action du sieur Combettes, quels sont les faits constitutifs d'une négligence ou d'une imprudence imputables au frère Philippe ou aux frères directeurs de Toulouse ? J'ai écouté attentivement la brillante plaidoirie de M^r Rumeau sur ce point difficile de sa cause ; et ses preuves pour établir l'imprudence ou la négligence des directeurs de Toulouse peuvent se résumer ainsi : 1^o inobservation des statuts qui interdisent de laisser entrer les femmes dans l'intérieur de la communauté des frères ; 2^o règles contraires à la nature physiologique et morale de l'homme, et en particulier du célibat ; 3^o antécédents du frère Léotade, qui auraient dû provoquer son exclusion de la société des frères. On a broyé de la couleur sur ces faits indifférents pour l'action en responsabilité, et on a dissimulé, sous la richesse de la draperie, la pauvreté des arguments et les trous de la chemise, si je puis ainsi dire.

Je soutiens d'abord que les femmes n'entrent pas habituellement dans le couvent des frères. Les investigations si approfondies qui ont été faites par le ministère public pendant dix mois, au milieu de l'atmosphère des passions les plus hostiles aux frères, n'ont produit que deux témoins du sexe féminin qui aient pu affirmer avoir traversé l'intérieur de la communauté, et dans des circonstances que la Cour connaît.

Conte, l'accusateur de Léotade et de la maison, n'a pas pu ne pas reconnaître que jamais sa femme et ses ouvrières n'avaient pénétré dans la maison des frères. Voilà le fait. Voyons le droit : 1^o Il n'y a aucun article dans les statuts visés en 1810 par M. de Fontanes, et qui ont été lus par mon contradicteur, qui expriment la prohibition de laisser entrer les femmes. La vie des frères n'est pas une vie claustrale. Ils sont mêlés au monde, au monde pauvre surtout ; 2^o il n'y a aucune règle non écrite ou puisée dans le droit naturel, qui puisse imposer aux frères l'obligation de fermer aux femmes l'entrée de leurs établissements. Le fait prouve qu'une fois deux fois, des femmes sont entrées dans leurs maisons, n'ont donc la violation ni d'une loi civile, ni d'une loi naturelle : les frères, s'ils laissent entrer des femmes, useraient d'un droit commun à tous. Or, l'exercice d'un droit ne saurait constituer ni une négligence, ni une imprudence. S'il existait une règle purement spirituelle émanée du supérieur, qui prohibait l'entrée des femmes dans les couvents des frères, elle ne serait pas obligatoire dans le for externe, et les tiers ne pourraient l'invoquer.

Le supérieur général serait-il négligent parce qu'il a gardé dans sa société Louis Bonafous ? Mais le ministère public, qui a fouillé dans tous les recoins de la vie de Léotade, reconnaît qu'elle est sans tache. Pauvre tailleur à Monclar, il fait vivre sa vieille mère ; son père est mort jeune usé par le travail et la misère. Il ne quitte le monde que lorsqu'il a planté de ses mains pieuses la petite croix de bois sur la tombe de sa mère.

Les sympathies que Bonafous a laissées dans les montagnes de l'Aveyron, où s'écoula la première période de sa vie, étaient vives encore malgré les doutes que faisait naître un grave procès. Les vieillards de son village parlaient de lui avec cet attendrissement qui est comme la bénédiction de ces hommes qui touchent déjà aux confins de l'éternité. Les jeunes hommes de son âge se souvenaient de lui comme de l'exemple vivant de leur adolescence. De très bonne heure, se manifesta en lui un sentiment religieux qui est comme la première floraison de cette âme que j'appellerai volontiers virginale, et qui se reflète sur les lignes tranquilles de son visage, mais le verdict du jury me force de retirer ces expressions qui m'ont échappé ! Juré douze ans, dans la maison des frères, il est mis en contact avec le dehors, investi d'une grande confiance.

Cet homme est-il tombé tout-à-coup dans la boue et dans le sang ? Ce limon caché dans les profondeurs de l'âme humaine, soudainement agité par une volupté puissante, est-il monté à la surface ! Le système de l'accusation présuppose la pureté du passé de Léotade. Lorsqu'il s'est trouvé au parloir, c'est un hasard, dit l'accusation ; lorsqu'il a conduit Cécile dans la grange qui devait ensevelir dans ses murailles muettes le dernier bruit de son agonie, il n'avait pas la pensée du crime.

Je ne tenterai pas de renouveler les splendides images par lesquelles le ministère public et la partie civile nous peignaient Léotade surpris tout-à-coup par une passion qui l'a emporté par ses pentes rapides à l'acte que la justice humaine lui impute. Je craindrais de contrefaire cette phraséologie étincelante où la lave, les flancs déchirés du volcan, les fluides électriques composaient la langue de nos adversaires quand ils voulaient exprimer l'exaltation sensuelle de Léotade. Mais ce système, qui était imposé à l'accusation, c'est un solennel hommage rendu au passé de Léotade, que les révélations démentées calmement de Conte n'ont pu atteindre.

À défaut de bonnes raisons, on accuse la règle du fondateur des frères. C'est la règle qui est complice du crime du 13 avril ; c'est la règle qui constitue l'imprudence et rend le supérieur passible des dommages. Cette objection, quelque peu sérieuse qu'elle soit, me force de donner quelques détails sur la règle des frères des écoles chrétiennes.

Le livre qui porte le titre de *Règles* est un monument de sagesse et de science psychologique. Le but de l'institut est posé au frontispice ; c'est l'éducation gratuite des pauvres. Le principe démocratique de la gratuité de l'enseignement que la Révolution doit réaliser, avait été inauguré par La Salle. Cet homme, animé d'un profond amour de l'humanité, avait, avec son cœur, devancé le temps. Aussi, l'ordre des frères a été jusqu'à ce jour populaire. Sa vie, sa fonction, ses relations le poussaient sans cesse au milieu des classes pauvres ; son organisation intérieure répond parfaitement à ce but. La constitution d'un pouvoir électif est conforme à la démocratie chrétienne, qui a inspiré la fondation de cet ordre. Le supérieur général est élu par les directeurs et par tous les frères qui ont fait les vœux tribunaux. Il est entouré d'un conseil d'assistants qui partagent avec lui l'initiative et la direction. Le caractère évangélique de la mission du frère se révèle à chaque ligne. Il leur est recommandé (page 18) de témoigner une égale affection à tous les écoliers ; mais s'il y a une préférence, elle doit être plutôt pour le pauvre que pour le riche. L'érection des pensionnats n'est pas une déviation du principe de la gratuité de l'enseignement, car les élèves ne paient que les professeurs laïques. Tous les cours, même au pensionnat, ou les répétitions données par les frères sont gratuits. Du reste, La Salle lui-même avait un pensionnat, et ses successeurs ont marché dans une tradition qu'il avait créée.

Le but étant posé, le moyen, c'est la communauté d'esprit, d'action et de vie ; ce sont des doroires communs, des réfectoires communs, des récréations collectives. Le monastère est un véritable club d'égalité, une république où tous sont égaux. Le supérieur a la même nourriture que les frères, le même costume dont vous connaissez l'austère simplicité ! Les frères auront les uns pour les autres une affection égale ; l'esprit de communauté, qui fait que nous nous identifions à un tout, que nous vivons dans un corps, est entretenu par tous les détails de la règle ; toute tendance qui pourrait nous ramener à l'exclusivisme des affections est anéantie.

La règle du dévouement chrétien est posée dans ce principe où il est dit : que les frères doivent préférer toujours leurs frères à eux-mêmes en toutes choses, et que si on leur présente une chose qu'ils soient libres de choisir, ils choisiront toujours la moindre et laisseront la meilleure à leurs frères. (Page 32 des Règ.)

Le renoncement le plus absolu est le fond et comme l'essence de l'institut des frères. Le renoncement n'existe pas seulement dans l'ordre des appétits sensuels mais dans le sacrifice même de la pensée, du souvenir de tout ce qui touche à la personnalité. Il est curieux de lire les pages 14 et 36 des règles de La Salle, qui prévoient tous élan, tous les mouvements de l'esprit et du cœur pour les régler et pour en concentrer le rayonnement vers une seule fin, l'éducation des pauvres.

Mais c'est surtout dans le chapitre relatif à la chasteté que luit dans sa douce et vive clarté l'admirable prévoyance de ces règles. C'est à coup sûr la meilleure réponse au reproche d'imprudence que nous fait notre adversaire. Un frère est constamment placé sous l'œil d'un autre frère comme si on se défiait sagement des faiblesses de notre nature, et si on voulait fortifier l'homme contre lui-même. Dans les classes (p. 24 des Règ.) les portes de communication doivent toujours être ouvertes et les frères placés de manière que chacun puisse voir tous les autres. C'est la même prévoyance qui a inspiré la règle qui exige qu'un frère ne sorte jamais seul. Il n'y a d'exception que pour les voyageurs qui sont choisis ordinairement parmi les plus éprouvés et les plus purs de l'ordre. Si une personne d'un autre sexe rend une visite à un frère (p. 36 de la Règle), même au frère directeur, il y aura toujours un frère qui sera témoin et qui verra tout ce qui se passera, et en cas qu'il ne puisse avoir de compagnon il laissera la porte du parloir ouverte pendant tout le temps. Le chapitre 20 des Règles, relatif à la chasteté, comprend l'ensemble des prescriptions qui enveloppent l'homme comme d'un manteau de glace et compriment tous les mouvements des sens.

Celui qui a tracé ces règles immortelles savait très bien que la matière est toujours en rébellion contre l'esprit, et que, pour la discipliner et la préserver contre elle-même, ce n'est pas trop de toutes les contraintes morales, de toutes les influences fortifiantes. Aussi voyons-nous (p. 32) l'article suivant : « Lorsqu'ils verront une personne d'un autre sexe, ils s'en éloigneront toujours de quelques pas, et ne l'examineront jamais fixement. » Et plus loin (p. 37) : « Ils considéreront la dissipation des yeux comme la source de tous les dérèglements ; ils auront d'ordinaire les yeux baissés. »

Il n'est pas sans intérêt aussi de lire les détails de la règle en ce qui concerne les rapports des frères entre eux. Ils ne doivent ôter leur robe que quand ils sont couchés ; ils doivent la mettre avant de se lever. Si par hasard, et dans un cas de nécessité absolue, en voyage par exemple, ils sont obligés de coucher deux, ils coucheront entièrement habillés.

Ainsi, c'est la possibilité du mal, c'est l'occasion prochaine du péché qui est éloignée soigneusement. Rien n'est négligé, on le voit, pour rendre plus facile cet asservissement des sens qui est le premier devoir du frère, et ce sont ces règles qui organisent l'imprudence et qui sont complices du crime du 13 avril ! Mais c'est le célibat qui est une imprudence, dit l'avversaire. Lorsqu'un homme d'une nature saine et vivace concentre toutes les forces de son âme dans la vie mystique, cet homme ne se révolte contre les vœux du créateur qu'au profit de quelque passion monstrueuse et dévorante.

Le M^r St-Gresse s'efforce de justifier le célibat au point de vue physiologique et au point de vue moral ; il soutient que le célibat sévèrement pratiqué pendant un certain temps aboutit à l'anéantissement des appétits sensuels, mais que toutes les forces de l'économie relient au cerveau, qui profite seul d'une abstention volontaire. Le célibat est une institution obligée pour tous les hommes dont la vie est un dévouement absolu aux autres.

monde ; le frère de la doctrine chrétienne, au contraire, ne doit pas avoir d'autres enfants que les pauvres, d'autre famille que celle de ces 200,000 écoliers auxquels il donne l'enseignement.

M^r Saint-Gresse soutient que, même examinée au point de vue économique, l'institution du célibat est la seule solution morale du problème posé par les économistes anglais, et qui se résume dans ces deux termes redoutables, à savoir que la population se développe en raison géométrique, et que les subsistances croissent en raison arithmétique ; d'où cette conséquence effroyable qu'une population affamée se presse sur les dernières limites des subsistances, et qu'un grand nombre d'hommes sont condamnés à mourir de faim. L'institution du célibat, en empêchant le développement de la population, change un des termes de ce formidable théorème posé par Malthus.

Le défenseur développe encore diverses considérations qui tendent à justifier l'institution du célibat ; il termine ces considérations en se demandant si c'est bien sérieusement qu'on peut argumenter du vœu de chasteté pour en faire résulter une imprudence qui puisse donner lieu à une action en dommages.

M^r Rumeau a reproché aussi à l'institut des frères le vœu de pauvreté ; il en a fait une objection contre nous. Voyons la force de cette objection. L'abbé de La Salle pensa que la condition essentielle de vie et de durée pour son ordre, c'était la pauvreté absolue. Vivre pauvrement, enseigner les pauvres. Laisser à sa famille la jouissance de ses propres biens, telles sont les règles de l'institut. Cet instinct énergique et puissant de la propriété qui pousse l'homme à faire œuvre personnelle, tous les fondateurs des ordres religieux l'ont arraché de l'âme du moine, comme la dernière racine de l'égoïsme. Toutefois à la différence des principes antérieurs à 89, le religieux conserve la propriété qu'il avait acquise avant son entrée au monastère. Seulement la communauté possède des biens qui, comme ceux de main-morte, sont inaliénables, indivisibles, et sur lesquels aucun membre de la communauté ne peut prétendre aucun droit individuel de propriété. C'est l'être moral de la communauté qui est seul propriétaire des biens sociaux. Les obligations contractées par un frère ne peuvent être poursuivies que sur ses biens personnels. C'est le même principe qu'en matière de société. Seulement les sociétés civiles sont temporaires, tandis que les sociétés religieuses sont perpétuelles, et leur perpétuité est un obstacle permanent à l'action des tiers contre la société pour une obligation personnelle de l'un des associés. Mais, dit-on, le travail d'un frère profite à la communauté, il est juste que ses obligations lui incombent. Cet argument serait la destruction de toute société ou perpétuelle ou temporaire. La constitution d'un capital impersonnel, si je puis ainsi dire, placé en dehors de l'action individuelle des associés, telle est l'essence, la vie des sociétés. (Mais d'ailleurs un frère peut être une charge pour la société, jamais une occasion de lucre.) C'est donc une conséquence forcée de la perpétuité de la congrégation des frères que jamais une obligation contractée par l'un d'eux soit par contrat, soit par quasi-contrat ou délit, ne puisse être poursuivie sur la propriété sociale. M^r Rumeau a cité le fameux procès Lavalette, mais je cherche vainement à saisir une insaisissable analogie entre ce précédent judiciaire et l'affaire actuelle. Lavalette était un jésuite qui se livra à un commerce considérable dans la Martinique et en Europe. Esprit hardi et aventureux, mal servi d'ailleurs par les circonstances, il devait aboutir à la ruine. La liquidation de ses affaires démontre que son passif s'élevait à plus de deux millions. Les créanciers du père Lavalette assignèrent le supérieur général des jésuites comme ayant donné mandat à ce jésuite. Au nom du supérieur des jésuites, on soutint deux choses : 1^o que Lavalette n'avait pas reçu mandat pour faire le commerce ; 2^o que les divers établissements de jésuites n'étaient pas solidaires quant au temporel, que chacun avait une personnalité civile complète, et que le directeur de l'établissement de la Martinique ne pouvait engager l'ordre entier.

Le parlement de Paris écarta le principe de non-solidarité derrière lequel s'abritait l'ordre des jésuites, et admit une présomption de mandat tacite à l'égard du père Lavalette, dont le commerce avait eu un grand retentissement en Europe. Je n'examine point la valeur doctrinale de cet arrêt, mais je cherche les bases d'un raisonnement d'analogie. Les différences éclatent de tous côtés. Avant 89, le religieux ne conservait pas sa personnalité civile, il s'absorbait dans la communauté ; aujourd'hui, il a une existence civile distincte du corps, une fortune privée sur laquelle on peut poursuivre l'exécution des condamnations civiles et criminelles obtenues contre lui. En outre, la condamnation du supérieur des jésuites était fondée sur une présomption de mandat qui n'existe pas dans l'hypothèse d'un crime. L'arrêt Lavalette ne saurait donc, sans l'hydre violence aux faits, être invoqué comme un précédent judiciaire par l'avocat de la partie civile. Aucun lien ne rattache cet arrêt à l'espèce actuelle.

Pour justifier ses conclusions, M^r Rumeau n'a pas craint d'évoquer ce fantôme d'un complot qu'on dressait naguère devant MM. les jurés en paroles sesquipedales. Les frères ont étouffé la vérité : ils ont créé des embarras à la justice. Des dépenses ont été faites par Combettes pour vaincre ces obstacles : donc, le frère Philippe doit des dommages au demandeur. Voilà, il faut bien le dire, une étrange logique. Je demande d'abord quel dommage ce complot a pu causer au sieur Combettes, en admettant par voie de concession purement polémique qu'il ait existé. Il a été appelé à rendre témoignage à la justice ; mais il a reçu l'indemnité à laquelle tout témoin a droit ; le coupable, selon la partie civile, a été atteint par la justice et condamné à des dommages. Mais, d'ailleurs, ce complot problématique est postérieur à l'acte du 13 avril ; or, le fait prévu par l'article 1383, et qui peut donner lieu à une action en dommages, c'est un fait de négligence ou d'imprudence antérieur au crime, ou tout au moins contemporain du crime, qui est la cause principale du dommage. C'est donc la simultanéité d'une faute imputable aux directeurs avec le crime même qu'il faudra prouver, et non un complot qui se serait organisé après la commission du crime, et qui ne pourrait pas rentrer évidemment dans le cercle pourtant si large de l'article 1383.

Mais ce complot, comment pourrait-on l'imputer au supérieur général qui, dans toutes ses lettres aux directeurs, exprime le désir que toutes les investigations de la justice rencontrent dans la maison une assistance active et sincère. Mais ce complot, puisqu'on nous force d'y revenir, est ce autre chose qu'un épouvantail de luxe évoqué à plaisir pour fortifier une accusation qui n'était pas sans quelque obcurrence. Que des esprits attardés, que quelques chevaliers de toutes les superstitions monarchiques ou autres aient mis au service de cette cause un zèle ridiculement et une activité de don Quichotte, cela n'est pas niable, mais cela prouve qu'il n'y a pas eu de complot organisé pour étouffer la vérité. Du ridicule au crime, il y a un abîme et il n'y a pas de pont jeté sur cet abîme.

Il n'y a qu'un homme ayant l'esprit peuplé de toutes les images qu'Eugène Sue a si habilement dessinées dans la *Jaif Errant*, qui puisse croire à cette incarnation du père Rodin dans la personne d'un humble frère, du directeur Iride. Ce jeune frère exerce sur tout ce qui l'entoure une fascination magnétique. A des hommes muets et froids comme des cadavres, il insuffle l'idée qu'il veut. C'est cette obéissance brute, cette obéissance jusqu'au mensonge qui explique ce parjure accepté par vingt, trente frères, avec une persévérance qui a

duré pendant quarante audiences. L'esprit n'entrevoit qu'avec épouvante l'existence d'un parjure collectif qui serait le signe de la dégradation et de la déchéance d'un corps entier. Goument ces hommes qui ont juré de dire la vérité devant le nom de Dieu qu'ils implorent à la chapelle du cloître, persisteraient pendant plus d'un mois dans un parjure odieux ! Mais ces hommes s'approchent de la table sainte toutes les semaines ; mais il faudrait aussi un prêtre pour les encourager et les absoudre. Pour comprendre un pareil complot, il faut descendre jusque dans les bas-fonds de l'immoralité la plus hypocrite, reculer jusqu'aux dernières limites du laid moral et de l'odieux. C'était là, selon moi, une impossibilité morale pour l'accusation, car enfin la robe noire ne donne pas l'impeccabilité, je le reconnais, mais comment se peut-il que pas un frère n'ait refusé de mentir ? Est-ce que la morale ordinaire est volée pour ces hommes ? Est-ce que cette société de religieux qui a vieilli dans le respect de tous, a subi tout-à-coup une éclipse du sens moral ?

C'est une question que je pose à tout homme impartial. J'admets que dans un corps il se rencontre un homme capable de subir d'aussi délétères influences, mais on ne peut pas, sans outrager l'humanité, vouloir qu'une société d'hommes qui dure depuis deux siècles n'hésite pas devant un parjure collectif, organisé. Le grand moyen pour expliquer ce qui est inexplicable, c'est le principe de l'obéissance dans les ordres religieux. Mais la volonté du directeur n'a puissance obligatoire qu'autant qu'elle est conforme aux commandements de Dieu, c'est-à-dire à la morale. La volonté du directeur est l'expression et le signe visible de la volonté de Dieu ; le principe de l'obéissance, ainsi défini et élevé à cette hauteur, mène à cette conséquence que la volonté du directeur est toujours rapprochée de la volonté de Dieu dont il est l'interprète fidèle.

La règle de l'obéissance est nettement posée et parfaitement circonscrite dans ce passage des règles de La Salle : « Il suffira qu'une chose leur soit commandée pour ne la trouver ni difficile ni impossible, à moins qu'elle ne soit contraire au commandement de Dieu. »

C'est donc seulement en tant qu'il est conforme à la morale que l'ordre d'un directeur oblige. Le frère juge le commandement ; il l'accepte ou il le repousse, et il fait ainsi, même en obéissant, un acte de liberté. Comment verrait-on dans cette obéissance volontairement acceptée, qui n'a pas de sanction légale, l'amélioration de la personnalité ? Ils sont ensevelis, dit-on, dans l'obéissance comme dans un sépulcre ; oui, mais dans ce vaste sépulcre se meut une âme animée, vivante qui secoue le lincoeur et soulève la pierre quand elle le veut. Ils n'obéissent que dans le bien. Du reste, tous les fondateurs des ordres religieux ont tracé les limites de l'obéissance. Voir saint Basile, *Regula brevius tractata*, t. 1, p. 323 ; saint Bernard, dans son *40^e Sermon* ; La Salle, p. 31, dans *Ses Règles*. Tous expriment la même idée que l'obéissance n'est due que jusqu'au péché.

On parle des obstacles que l'instruction a rencontrés dans la maison des frères. « Si l'accusation ne triomphe pas, la justice sera vaincue », disait M. le procureur général ; et à ce propos, un des avocats de la partie civile venait nous dire sérieusement que les frères aspiraient à la domination temporelle. Quoi donc ! ce sont ces pauvres instituteurs dont les vives savaient fait des études rudimentaires de grammaire et d'histoire, qui aspireraient à la domination sociale, au gouvernement moral et intellectuel des sociétés humaines ! Ce sont ces hommes pauvres et qui vivent d'aumônes qui pourraient peser sur la société par l'influence de leurs richesses ! Ce sont eux qui menaceraient de perdre le glaive des Césars et d'usurper le pouvoir séculier, parce qu'ils enseignent le catéchisme, la lecture, l'écriture à deux cent mille enfants que personne n'aurait instruits sans eux depuis deux siècles ! La séparation profonde créée entre le spirituel et le temporel pendant les quatre derniers siècles de notre histoire menace d'être effacée ; l'Etat va rentrer dans l'Eglise et être absorbé par elle, et les agents de cette action absorbante, ce sont les frères des écoles chrétiennes !

On croit rêver quand on entend de pareilles choses. Ne croirait-on pas entendre un écho de cette longue lutte qui se personnifie dans Pierre de Dreux, Pierre de Guignères, Dumoulin, contre le pouvoir ecclésiastique et contre la théocratie judiciaire ? Est-ce que la société spirituelle est en lutte avec la société temporelle, parce qu'un frère, un humble frère de la doctrine chrétienne a été accusé d'un crime ? Faut-il évoquer l'esprit des vieux parlements, ranimer les traditions éteintes, dissertar solennellement sur la lutte de l'esprit séculier et de l'esprit religieux, à l'occasion de prétendus obstacles qui n'ont jamais existé ? Le célèbre archevêque de Sens, tous les vieux représentants de l'esprit ultramontain, les pères du concile de Trente sont représentés dans cette lutte nouvelle par le frère Liefroy et le frère Irlide. C'est ainsi qu'en grossissant les choses, on aboutit à la parodie et à la caricature des faits. On l'a si bien compris, que, pour les besoins de la cause, on a mis en scène les jésuites. On se rappelle qu'ils ont été les confesseurs des rois, qu'ils ont aspiré à la domination temporelle, qu'ils ont été vaincus par les parlements. Une déclamation contre les jésuites a toujours un succès assuré, et d'ailleurs, c'est une machine de guerre toute prête qu'on peut tourner au besoin contre les frères de la doctrine chrétienne. Cela dispense de chercher de bonnes raisons, et il suffira de dire que les frères de la doctrine chrétienne sont des quasi-jésuites. C'est là une argumentation triomphante.

Cette assimilation des jésuites et des humbles frères de la doctrine chrétienne, est souverainement inacceptable. Je n'ai point à examiner ici l'institution des jésuites : elle a une histoire ; une phrase ne suffit pas pour caractériser une société qui a eu des tendances contradictoires, mais qui, au seizième siècle, compte des publicistes qui se nomment Mariana et Bellarmin. Ce que je veux dire ici, c'est qu'aucun lien, ni de doctrine, ni d'affiliation quelconque, n'existe entre l'institut des jésuites et l'ordre de La Salle. M. Rumeau a exhumé des propositions sur le serment et sur les restrictions mentales extraites des livres des jésuites et dont je ne veux pas vérifier l'authenticité. Les frères des Ecoles chrétiennes ne font pas des traités de casuistique, ce ne sont pas des théologiens ni des docteurs. Ils enseignent la morale évangélique dans sa simplicité populaire et touchante. Ils ne sont pas savants, mais bien ces pauvres d'esprit de l'écriture, ces humbles ouvriers de la vigne du Seigneur, qui n'ont pas mission de faire des lettres, mais des hommes honnêtes. L'homme qui est la personnification la plus haute et la plus expressive de l'esprit moderne, Jean-Jacques Rousseau, l'a dit : Les lettres corrompent les mœurs ; celui qui n'a appris que le catéchisme, qui a reçu l'enseignement moral du prêtre de son village, le charbonnier ou le père, ont le sens moral plus droit que les bacheliers es-lettres, que les hommes dont l'esprit est troublé par de vains systèmes. C'était aussi la pensée de La Salle ; il interdit aux frères l'étude du latin ; il les condamne à cette ignorance salutaire qui garde au moins intact le dépôt de la morale. Voilà le but de cet institut. Aussi, vous cherchez en vain dans les livres publiés ou adoptés par les frères, ces doctrines hasardeuses, ces distinctions scolastiques sur le bien et le mal, qui sont une véritable déviation de la morale chrétienne, si claire dans toutes ses conséquences pratiques. La morale doit être claire, sans ambages, accessible à l'intelligence de l'homme du peuple, comme à celle de Leibnitz. Vraiment, tout est dénaturé dans ce procès, les frères transformés en jésuites, leurs petits traités de morale convertis en traités de casuistique, ce sont là des efforts de dialectique et du sophisme inexcusable même au palais, et quand on parle devant des hommes sérieux.

Le vénérable de La Salle, ainsi que nous l'apprend l'historien de sa vie, a toujours recommandé à ses frères d'enseigner les doctrines traditionnelles de l'Eglise, et dans une occasion un acte significatif a révélé son éloignement pour toutes les théories qui n'étaient pas universellement acceptées dans la société catholique. Un frère avait acheté les œuvres du jésuite Mainbourg. De La Salle en est averti, il lui écrit pour lui interdire la lecture de ce livre. Voilà des faits incontestables. Qu'on nous montre donc cette chaîne mystérieuse par laquelle on veut unir l'enseignement des frères à celui des jésuites. On a jeté des affirmations solennelles mais on n'a pas cité un fait. Chacun de ces ordres a sa sphère d'action distinctes, ses principes, son but. Il me sera permis de citer quelques extraits des divers livres approuvés par le supérieur-général des frères, et qui sont dans les mains de leurs élèves.

Ici M. Saint-Gresse fait diverses citations des livres que les frères mettent entre les mains de leurs élèves. Un seul de leurs livres, je le reconnais, a été soumis à de justes critiques, c'est l'*Histoire de France* du frère Philippe. Il n'avait point compris le caractère éminemment religieux de

la révolution française, qui venait réaliser dans l'ordre temporel les idées de liberté, d'égalité et de fraternité déposées il y a dix-huit siècles au milieu d'un monde converti d'esclaves. Il avait défigurés ces grandes et ineffaçables pages de notre histoire. La révolution de 1848 a été pour cet homme éminent par le cœur, comme une vive illumination qui lui a découvert un monde nouveau. Dans une lettre récente adressée à ses frères, où il pérorait la république comme une conséquence directe et comme la réalisation politique de l'Evangile, il annonce qu'il va refaire son Histoire de France, y introduire un sentiment plus vif de la nationalité, une appréciation plus juste et plus sympathique de notre époque révolutionnaire. A part ces critiques auxquelles je m'associe contre l'histoire du frère Philippe, je ne crois pas qu'on puisse trouver dans leurs livres élémentaires, que j'ai plutôt parcourus qu'étudiés, une seule proposition contraire à la morale nationale. Et d'ailleurs quel a été le résultat pratique de leur enseignement dans le nord et l'est de la France où ils sont établis depuis longtemps. Ont-ils oblitéré le sentiment national des populations si françaises de ces contrées ? Ont-ils éteint la flamme du patriotisme dans le cœur de ces hommes qui ont toujours manifesté entre tous la haine de l'étranger ?

Leur institution, dites-vous, qui fut autrefois en progrès, est aujourd'hui un anachorisme et une école stationnaire. Mais n'est-il pas vrai que sous l'empire de leurs règles immobiles, ils peuvent progresser, s'assimiler les idées nouvelles en réchauffant les sentiments religieux au foyer du sentiment social et politique.

M. Saint-Gresse examine ensuite si on peut argumenter contre ses clients de l'article 1384. Il établit d'abord que l'article 1384 ne peut pas recevoir d'interprétation extensive. La responsabilité civile n'existe que dans les espèces prévues et déterminées dans les divers paragraphes de cet article. En effet, l'article 1384 viole ce grand principe de l'imputation des actes humains, qu'une personne ne peut être responsable que de son fait personnel et de sa faute. Il organise une responsabilité qui impute au maître les faits de son serviteur, au père les faits de son fils mineur. Or, la loi morale comme la raison veut que celui-là seul qui a violé une loi en porte la peine. D'où il suit que les dérogations à ce grand principe de l'imputation des actes humains sont limitatives. Par exemple, la loi de vendémiaire, an 4, établit la responsabilité des communes dans certains cas déterminés, peut-on étendre cette solidarité exceptionnelle par voie d'interprétation analogique à une société civile, à une corporation religieuse. Il est certain que cette loi, qui a été l'objet des vives critiques de Toullier, doit être appliquée dans les plus étroites limites. Suffira-t-il d'établir entre deux personnes une relation de commandement et d'obéissance, de subordination quelconque pour en conclure qu'il faut appliquer les paragraphes spéciaux de l'article 1384 ? Evidemment, non. Sans doute, le § 1^{er} de l'art. 1384 a une certaine généralité, mais il se circonscrit par les paragraphes suivants ; si on voulait le prendre comme règle distincte des espèces énumérées dans le même article, il se confondrait avec l'article 1383, et alors reviendraient toutes les objections en la forme et au fond que nous avons développées sur l'article 1383. Cette concentration de l'article 1384 dans les cas qu'il prévoit est admise en jurisprudence et en doctrine. (Voir Toullier, t. II, *passim*.)

M. Saint-Gresse soutient ensuite que le § 3 de l'article 1384 du Code civil est inapplicable à l'espèce. En effet, Léotade n'est ni un préposé ni un domestique, c'est un associé ; il donne lecture de la formule des vœux triennaux dans laquelle les frères prennent le titre d'associés. Ils remplissent des fonctions diverses, mais il n'y a entre eux ni supérieur ni inférieur d'une manière permanente ; ils vivent sous la loi d'une égalité absolue. Le portier du pensionnat est un ancien directeur et sa fonction actuelle n'est pas une dérogation à sa fonction primitive. D'ailleurs, toutes les fonctions sont temporaires et mobiles en quelque sorte. On ne peut donc pas assimiler un directeur à un maître, un frère à un domestique sans faire violence à leur position respective.

Cette aggrégation d'hommes qu'on appelle congrégation est donc une société civile douée de perpétuité et qui, au lieu d'avoir pour but de réaliser un bénéfice, a un but moral. Il est donc clair que l'application de l'article 1384, § 3, est inadmissible.

Si la Cour condamnerait les parties que je représente, elle consacrerait, ou plutôt elle inaugurerait ce principe nouveau qu'un associé peut obliger une société par un crime ou par un délit. Ce principe de solidarité peut avoir de graves conséquences au moment où l'association industrielle va se constituer dans notre pays.

M. Saint-Gresse établit, en outre, que, même si Léotade était assimilé à un domestique, on ne pourrait lui appliquer le § 3 de l'article 1384, car il n'était pas dans l'exercice de ses fonctions : 1^o il était au corridor du noviciat et il est employé au pensionnat ; 2^o il n'est point chargé de faire les achats de papier ou de reliure des livres ; c'est le frère Jurbien, un noviciat, le frère Luc, un pensionnat, qui sont chargés de cette fonction.

Ce principe, que la responsabilité des maîtres et commettants n'a lieu pour les domestiques ou préposés que dans les fonctions auxquelles ils les ont employés, est confirmé par la doctrine et la jurisprudence. Cette responsabilité ne saurait s'étendre à un crime commis par un domestique, parce qu'il ne peut être considéré alors comme l'agent et l'exécuteur de la volonté du maître. L'avocat cite à l'appui de cette théorie les autorités qui suivent : Digeste rescrit de Dioclétien, *De nomenclacione*, Pothier, *Traité des obligations*, n° 421. Rolland de Villargues, n° 38. Duranton, tome 13, n° 724. Alph. Dalloz, p. 801, n° 28. Dalloz, *Dictionnaire*, n° 563. Merlin, *Repertoire verb. dilit.* Zachariae, tome 3, page 200. Discussions du Conseil d'Etat et observations du Tribunal sur l'article 1384. Jurisprudence. Arrêt de cassation du 10 juillet 1807 (*Sirey*, 1839, p. 300, 2^e partie). Arrêt du 29 décembre 1836, voir *Sirey*, 1838, t. 2, 70.

M. le président interrompt M. Saint-Gresse, et déclare que la cause est entendue.

M. Rumeau : Je demande à la Cour la permission de m'expliquer sur les exceptions en la forme ou préjudiciables que l'on vient de proposer au nom du représentant de l'Institut ou de la Communauté de Toulouse.

M. le président : Parlez.

M. Rumeau : Au point où la cause est arrivée, la cour n'attend pas de moi que je revienne sur tout le débat, et que je réponde à deux plaidoiries dont la dernière n'est, sur certains points, qu'une paraphrase embellie de celle que nous avons entendue devant la Cour d'assises, ou une prestation imprudente contre le sentiment public que l'on a déjà si souvent froissé. Fidèle à ce que j'ai dit dans ma première plaidoirie, je m'abstiendrai de tout ce qui ne serait que la répétition du passé, et, en cela, je crois mieux servir la cause de la morale que ces amis aventureux des frères, qui nous parlaient tout à l'heure de la pureté doublement séculaire de leur institution.

Ce n'est pas moi, Messieurs, qui blâmerai l'exercice d'un droit légitime, ou que l'on croit tel. Permis à chacun de chercher son salaire là où il espère le trouver ; mais est-il bien convenable, dans un procès de ce genre, de recourir à de petits moyens de forme, quand il s'agit, pour l'institut des frères, de bien autre chose que d'une question d'argent ? On peut embarrasser vos consciences, mais on n'échappera pas à notre action ; on peut prolonger la lutte, mais on ne nous fatiguera pas. Nous avons parlé d'oubli, qu'espérez-vous gagner en perpétuant ainsi les résistances ?

Ici le défenseur aborde successivement les diverses exceptions en la forme proposées au nom du supérieur-général.

On prétend que le supérieur-général n'a pas reçu copie de l'assignation qu'on a voulu lui donner. A cette exception, M. Rumeau répond qu'en point de fait, le supérieur général a reçu quatre copies au lieu d'une. En effet, il a été laissé pour lui une copie d'assignation à chacun des quatre directeurs de la maison de Toulouse.

A l'exception prise de ce que la copie d'assignation n'a été laissée ni à la personne, ni au domicile du supérieur-général de l'Institut, le défendeur répond qu'en droit chaque maison particulière de l'Institut doit être considérée comme constituant de véritables élections de domicile faites par l'Institut au lieu où ces maisons sont situées, et que par conséquent toutes significations peuvent être valablement faites à raison des actes passés ou des faits accomplis dans l'étendue de leur circonscription. A l'appui de cette thèse, l'avocat de la partie civile cite les arrêts suivants : Cassation, 23 novembre 1836, 13 mai 1844, 11 juin 1845 ; Colmar, 8 juillet 1841, 23 janvier

1843, et Besançon, 3 février 1848 ; ce dernier arrêt, rapporté par la *Gazette des Tribunaux* du 8 mars 1848, en matière de sociétés civiles ou d'assurances mutuelles. Il faut remarquer, en fait, que rien n'indique où est le siège principal de l'Institut ; que ses statuts sont muets à cet égard ; qu'en 1724 il était à Rouen, en 1819 à Lyon ; qu'on le dit, il est vrai, aujourd'hui à Paris ; mais qu'il n'appart d'aucun acte public quand et comment s'est opéré ce changement ; que ce n'est pas la résidence du supérieur-général qui fait le domicile de l'Institut ; qu'en l'état des choses, il peut dépendre du supérieur-général de transporter ce siège, à l'insu du public, là où il lui plaît, et qu'ainsi les tiers n'ont à cet égard aucune donnée pour les diriger dans les actions qu'ils peuvent avoir à former contre l'Institut ou pour les significations à faire ; qu'en admettant néanmoins que le siège principal de l'Institut soit à Paris, l'assignation a pu être valablement remise à Toulouse en l'établissement que les frères y possèdent, et un des plus considérables de cette société ; que la création de cet établissement emportait virtuellement élection de domicile de la part de l'Institut dans ce lieu pour tous les actes ou tous les faits qui s'y accompliraient, ainsi qu'on l'a démontré plus haut ; que s'il en était autrement, le droit de citer directement les personnes civilement responsables devant les Cours d'assises serait souvent illusoire ; que spécialement dans l'espèce, l'exercice en était impossible pour le sieur Combettes, car entre le jour où l'affaire Léotade a été portée sur le tableau des assises et celui où elle a été communiée, il n'y a pas eu plus de quinze jours. Or, si le supérieur-général devait être assigné à Paris, il faudrait nécessairement observer les délais à raison des distances, et ces délais de Paris à Toulouse sont de près de vingt-cinq jours. On a donc suivi dans l'assignation remise les prescriptions de l'art. 68 du Code de procédure et l'application de l'art. 69 du même Code est étrangère au débat.

En ce qui touche l'exception prise de ce qu'en admettant la validité de l'assignation, on n'aurait pas observé les délais à raison des distances, M. Rumeau répond que l'élection de domicile emporte renoncement au bénéfice de la loi sur les délais des distances. (Paris, *Gazette des Tribunaux* du 2 avril 1848 et les arrêts on auteurs qui sont cités dans ce numéro.) Que d'ailleurs l'inobservation des délais lorsque la partie assignée se présente avant leur expiration, n'entraîne pas la nullité de l'assignation. (Cassation, Dalloz 1833.) Qu'enfin, en point de fait, près de trente jours se sont écoulés entre celui où l'assignation a été donnée et celui où l'on s'est occupé de la question de responsabilité civile.

Relativement aux quatre directeurs de Toulouse dont on a dit qu'ils ne représentaient pas l'Institut, et qu'ils étaient par conséquent sans qualité pour défendre à l'action de la partie civile, l'avocat fait observer qu'indépendamment du supérieur-général qui résume en lui toutes les actions de la communauté, les directeurs de chaque maison particulière, avaient ou devaient avoir l'exercice des actions particulières de chacune de ces maisons ; que ce droit découlait nécessairement de celui qui leur a été reconnu par plusieurs ordonnances qui les autorisent spécialement à recevoir telle ou telle libéralité faite spécialement à leur maison. (M. Rumeau cite entre autres un décret impérial du 22 mai 1813, qui autorise le supérieur des écoles chrétiennes de Toulouse à accepter au nom de l'école qu'il dirige le legs de 4,000 francs fait par le sieur Fages pour l'entretien de ladite école (*Bulletin des Lois*, 6^e série, n° 32). S'ils ont qualité pour recevoir, ils ont donc aussi qualité pour payer et pour ester en justice.

Sur l'exception d'autorisation préalable du conseil de préfecture, le défenseur fait remarquer qu'elle ne saurait jamais être invoquée devant une juridiction criminelle. C'est là une objection qui ne saurait être admise, disait M. le procureur général aux premiers débats du mois de février, quand il s'agit d'un délit ou d'un quasi délit. Mais elle ne serait pas moins fondée devant une juridiction civile. C'est d'abord une question que de savoir jusqu'à quel point les congrégations religieuses autorisées ont besoin de l'autorisation du pouvoir administratif pour ester en justice ou pour y défendre. La question n'est pas moins controversée en ce qui concerne les établissements d'utilité publique.

Mais, en point de fait, si l'Institut des frères est un ordre religieux, ce n'est pas à ce titre qu'il est autorisé en France. Le bref qui l'érige en congrégation n'a jamais été approuvé par le gouvernement de ce royaume. Ce n'est pas non plus un établissement d'utilité publique ; ces messieurs seraient bien fâchés qu'on les confondit avec l'Université. C'est déjà beaucoup trop pour eux que celle-ci ait le droit de les surveiller, quoique jusqu'ici elle les ait surveillés fort peu. Qu'est-ce donc ? L'article 1^{er} des statuts nous le dit : « C'est une société civile, etc. » pour laquelle l'autorité administrative a moins à exercer une protection tutélaire qu'elle n'a à défendre l'éducation nationale contre ses envahissements, et les familles contre les libéralités excessives dont cet institut est l'objet.

Je voudrais bien, ajoute M. Rumeau, que l'on me dit si le frère Philippe a requis préalablement l'autorisation du conseil de préfecture, lorsqu'en mars 1847, il réclamait au chemin de fer de Strasbourg, devant le jury d'expropriation de la Seine, une somme de 312,500 fr. pour frais de déplacement seulement, sans compter 213,000 fr. qui lui furent alloués pour constructions (*Gazette des Tribunaux*, 11 mars 1847. — *Sourires*.)

L'avocat repousse l'exception d'incompétence, à l'aide de l'arrêt rendu par la Cour suprême le 23 février 1848, sur le pourvoi des frères Irlide et Liefroy. Il termine sa réplique par quelques courtes observations au fond.

M. le procureur-général d'Ors résume le débat, il conclut à ce que la Cour fixe le dommage dû à Combettes entre la somme de 10,000 et celle de 20,000 francs. Sur la question de responsabilité civile qu'il n'examine pas au fond, il conclut à la nullité de l'assignation donnée au frère Philippe et au rejet de celle donnée aux quatre directeurs de Toulouse.

La Cour rend un arrêt conforme à ces conclusions, en fixant le dommage à 12,000 francs.

JUSTICE ADMINISTRATIVE

CONSEIL D'ETAT.

Présidence de M. de Cormenin.

Séance du 1^{er} avril. — Approbation du Gouvernement du 21 du même mois.

CULTES. — INDEMNITÉ DE LOGEMENT AUX CURES. — INSUFFISANCE DES RESSOURCES DES FABRIQUES. — JUSTIFICATION PREALABLE. — OBLIGATION CONDITIONNELLE DES COMMUNES.

Aux termes des décrets des 30 mai 1806 et 30 décembre 1809, les communes ne sont tenues de pourvoir au logement des curés et desservants par un presbytère ou une indemnité de logement, qu'en cas d'insuffisance du revenu des fabriques, et la loi du 18 juillet 1837, en comprenant cette indemnité au nombre des dépenses obligatoires des communes, n'a pas entendu rendre absolue une dette qui n'était que conditionnelle jusque-là.

C'est une question grave et vivement débattue que celle de savoir si l'indemnité de logement des curés et desservants constitue une dette absolue pour les communes, ou si, au contraire, celles-ci ne sont tenues de ladite indemnité qu'en cas d'insuffisance des ressources des fabriques.

Les fabriques voulaient s'exempter de la nécessité de rendre des comptes aux conseils municipaux. Déjà le Conseil d'Etat, section de législation, avait émis, à la date du 21 août 1839, un avis contraire à la prétention des fabriques ; mais on hésitait à saisir le contentieux d'une question qui préoccupait vivement un grand nombre de communes. Enfin l'audience publique a été saisie.

En 1840, la fabrique de l'église de Saint-Epvre, de Nancy, réclama de cette ville une indemnité annuelle de 600 fr., à titre d'indemnité de logement pour le curé de la paroisse ; mais, au refus du conseil municipal, le préfet de la Meurthe, par arrêté du 10 juin 1841, a sursis à statuer sur cette demande de la fabrique, jusqu'à ce qu'il ait été justifié par elle de l'insuffisance de ses ressources. Cet arrêté, ayant été déféré au ministre de l'intérieur, fut confirmé par décision ministérielle du 17 février 1842.

C'est contre cette décision que la fabrique de Saint-Epvre s'est pourvue par requête déposée au Conseil d'Etat le 20 octobre 1842. La fabrique réclamait des droits sur certains bâtiments attribués à la ville de Nancy en remplacement de l'ancienne paroisse de Saint-Epvre, en remplacement de cette fabrique réclamait ladite somme de 600 fr. au moins pour l'année 1840.

Après avoir entendu le rapport de M. Vuitry, maître des requêtes, la plaidoirie de M. de Saint-Malo, avocat de la fabrique, celle de M. Fabre, avocat de la ville de Nancy, et les conclusions de M. Cornudet, maître des requêtes, faisant fonctions du ministre public, sur l'avis du Conseil d'Etat, est intervenu le décret suivant :

« Au nom du peuple français,
» Nous membres du Gouvernement provisoire de la République ;

» Vu le décret du 30 mai 1806, celui du 30 décembre 1809, la loi du 18 juillet 1837, sur le moyen tiré de ce que la ville de Nancy serait légalement obligée à fournir au curé de Saint-Epvre un presbytère ou une indemnité de logement ;

» Considérant qu'il résulte de l'article 4 du décret du 30 décembre 1809 que les communes ne sont obligées de pourvoir au logement des curés et desservants qu'en cas d'insuffisance du revenu des fabriques ; que si la loi du 18 juillet 1837 a compris ladite indemnité de logement parmi les dépenses obligatoires des communes, elle n'a pas entendu modifier les obligations imposées, en première ligne, aux fabriques par les lois et règlements antérieurs ;

» Sur le moyen tiré de ce que la ville de Nancy aurait aliéné à son profit, en faveur de l'Etat, l'ancien presbytère de Saint-Epvre et aurait reçu en échange les bâtiments des cordeliers destinés à l'établissement d'un nouveau presbytère ;

» Considérant qu'il ne résulte pas de l'instruction que la fabrique de Saint-Epvre ait jamais eu aucun droit sur les bâtiments remis par la ville de Nancy à l'Etat, en échange des bâtiments des Cordeliers, ni qu'elle en ait acquis aucun, depuis, sur ces derniers bâtiments, et que d'ailleurs les faits allégués par la fabrique de Saint-Epvre à cet égard, ne seraient pas de nature à changer les obligations respectives de ladite fabrique et de la ville, telles qu'elles résultent des lois et règlements.

» Sur les conclusions subsidiaires,
» Considérant qu'il résulte de l'instruction que la fabrique de Saint-Epvre a refusé de justifier de l'insuffisance de son revenu pour l'exercice 1840, conformément aux prescriptions de l'article 93 du décret du 30 décembre 1809, que dès lors le maire de Nancy a pu refuser d'ordonner au profit de ladite fabrique, la somme de 600 francs, destinée à l'indemnité de logement du curé pour ledit exercice,

» Avons décrété ce qui suit :

» Art. 1^{er}. La requête présentée par le sieur d'Arbois de Jubainville, au nom de la fabrique de Saint-Epvre, est rejetée.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par arrêté du Gouvernement provisoire, en date du 21 avril 1848, ont été nommés :

Juge de paix du canton de Lucenay-l'Evêque, arrondissement d'Autun (Saône-et-Loire), M. Guillot, avocat à Autun, en remplacement de M. Bourceret ;

Juge de paix du canton de Comps, arrondissement de Draguignan (Var), M. Cartier, suppléant actuel, en remplacement de M. Abeille ;

Juge de paix du canton de Putanges, arrondissement d'Argentan (Orne), M. Henri Letellier, en remplacement de M. Lainé, nommé juge de paix honoraire ;

Premier suppléant du juge de paix du canton de Rouen (Seine-Inférieure), M. Bachelet, avoué, en remplacement de M. Dupuis.

Par arrêté du même jour :

M. Grazon, juge de paix du canton de Tournon, arrondissement du Blanc (Indre), est révoqué de ses fonctions.

RACHAT DES ACTIONS DE CHEMINS DE FER.

M. Charles Lafitte a adressé la lettre suivante au *Journal des Débats* :

Monsieur,

Depuis quelque temps, il est question du rachat des chemins de fer par l'Etat, et l'on s'attend chaque matin à lire dans le *Moniteur* le décret qui prescrira cette grave et importante mesure. Dans une telle situation, il est du devoir des administrateurs de ces grandes entreprises de faire tout ce qui dépendra d'eux pour défendre et protéger les intérêts qui, dans d'autres temps, n'ont pas craint de se confier à leur vigilance et à leur probité ! C'est un devoir pour moi, qui ai eu l'honneur d'être mis à la tête de l'administration de plusieurs de nos chemins de fer. Ce n'est pas le député de l'ancienne majorité qui parle ici ; il s'est trop bien la situation que les événements de Février lui ont faite ; c'est le négociant qui, par son crédit, a pu attirer et engager avec lui dans les grandes entreprises une masse considérable de capitaux français et étrangers.

Je ne discuterai pas la question de droit, bien que dans les cahiers des charges acceptés par les compagnies et consentis par l'Etat il soit dit expressément que le gouvernement ne pourra racheter les concessions qu'après un délai de quinze années, qui commenceront à courir seulement du jour fixé par la loi pour l'achèvement complet des travaux. C'est une question à laquelle il ne paraît pas que le gouvernement qui exerce aujourd'hui la dictature doive s'arrêter ; ce serait une discussion sans résultat possible.

Je laisse donc de côté le principe, et j'admets, puisqu'il le faut, la fiction qu'il y a pour l'Etat nécessité à mettre la main sur les chemins de fer, et que l'utilité suffit pour établir son droit. Mais aussi, après nous avoir imposé une aussi large concession, il reconnaîtra sans doute que dans la réalisation d'une œuvre si périlleuse, qui touche de si près aux bases sur lesquelles repose la société, il ne saurait faire oublier ce qu'il y a de pareille mesure à de violent, qu'en donnant une satisfaction équitable aux intérêts sacrés des actionnaires des compagnies.

D'ailleurs le Gouvernement a hautement proclamé lui-même qu'en rachetant les chemins de fer, il n'entendait nullement spolier les actionnaires ; que s'il voulait les exproprier au nom de l'utilité publique, il ne le voulait faire aussi qu'après leur accordant une équitable et légitime indemnité. Or, conseil-d'Etat sous ce point de vue avec les précédents et les lois qui déjà régissent la matière, la question devient presque que à résoudre. Que le Gouvernement fasse simplement ce que la loi ordonne en pareil cas, ce qu'il a déjà fait, ce que les compagnies ont dû faire toutes les fois que l'exécution de grands travaux d'utilité publique elles ont dû s'emparer de propriétés privées ; s'il ne peut s'entendre à l'amiable avec les compagnies, qu'il s'en rapporte à un jury, qu'il constitue un tribunal arbitral devant lequel les deux parties pourront produire leurs droits, défendre leurs intérêts réciproques, et rendre leurs différends avec toute garantie pour chacune d'elles d'obtenir bon justice.

Cette manière de procéder est la seule qui soit conforme à la raison et à l'équité. Dans le cas où il ne pourrait pas s'entendre avec les compagnies, ou même seulement avec l'une d'elles, il serait souverainement inique au Gouvernement de constituer lui-même juge et partie dans sa propre cause ; dans une question d'intérêt purement pécuniaire. Ce serait à cheux pour sa dignité, ce serait offrir une cause d'inquiétude et de défiance à tous ceux qui possèdent quelque chose en France, et il ne faut pas oublier que ceux-là composent l'immense majorité des citoyens.

Dans l'intérêt même de la mesure, pour en diriger l'application d'une manière rationnelle, pour fournir des solutions aux innombrables difficultés qui naîtront nécessairement de l'entreprise aussi délicate, le Gouvernement, autant que possible, doit dériver la création d'un Tribunal arbitral, seul capable de résoudre les questions si complexes qui se rattachent aux chemins de fer. En effet, toutes les concessions sont différentes, et toutes sont régies par des cahiers de charges particuliers constituant pour chacune d'elles des droits et des devoirs distincts.

Parmi les compagnies, les uns ont fonctionné toutes seules,

les autres ont vu une partie de leurs travaux exécutés par l'Etat... celles-ci ont eu une concession de trente-sept ans, et celles-là de quatre-vingt-dix-neuf ans; d'autres ont reçu des sommes de quatre-vingt-dix-neuf ans; d'autres ont reçu des sommes de quatre-vingt-dix-neuf ans...

plus grande force. La base de toute propriété est en effet un contrat tacite entre le citoyen qui possède et la société qui garantit la possession; dans la propriété des chemins de fer, le contrat est formel et explicite. La société, en échange de certaines obligations et de certains services, investit les compagnies de la jouissance la plus entière et de la plus complète sécurité.

Le droit des compagnies repose sur les lois de concession, ou sur les ordonnances qui en ont approuvé l'adjudication, en vertu d'une loi plus générale; sur les cahiers de charges qui font corps avec la loi et desquels résulte le contrat synallagmatique entre l'Etat et les associations substituées à quelques-unes de ses prérogatives; enfin, sur les statuts homologués par l'autorité administrative et qui donnent à ces associations la capacité de contracter. A chacune de ces époques le contrat pourrait être annulé; quand il y a résisté, chacune d'elles le fortifie; il en résulte ce consentement universel du pays, qui le rend inébranlable.

Nous savons que l'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété privée, pour cause d'utilité publique, moyennant une juste et préalable indemnité. Mais les lois ont réglé les formes de l'expropriation, en prenant les plus sévères garanties contre le danger de l'arbitraire. Une enquête doit précéder la déclaration d'utilité publique; et, quant à la valeur de l'indemnité, c'est le jury qui doit prononcer, voilà le droit commun; si les lois de concession y dérogent pour les chemins de fer, c'est afin de donner aux compagnies des garanties spéciales, qui s'expliquent et se justifient par l'importance des capitaux engagés et par les risques auxquels ces capitaux sont exposés. Ainsi, le législateur a voulu que le droit d'expropriation fut suspendu pendant quinze ans, à dater du jour où la compagnie entre en jouissance; et, pour le cas où ce droit pourrait s'exercer, il a déterminé les principes qui seraient applicables. La loi elle-même a pesé à l'avance les bases de l'indemnité en acceptant, pour plus de scrupules, les éventualités les plus défavorables aux compagnies.

Du moment que le rachat des chemins de fer est réglé par des conditions spéciales, on ne peut pas appliquer aux compagnies les règles générales de l'expropriation pour cause d'utilité publique, ni, à plus forte raison, les exproprier par un mode et selon des bases que le Gouvernement se réserverait de fixer arbitrairement. La période de quinze ans n'est expirée pour aucune compagnie; elle n'a pas même commencé pour la plus grande nombre; en tous cas, ce n'est pas un pouvoir temporaire, et dont la compétence est limitée aux actes d'urgence, qui aurait qualité pour révoquer et même pour affaiblir des lois qui forment contrat entre les parties.

On a cherché à présenter la dépossession des compagnies comme une mesure de salut public. Nous ne reconnaissons pas ce caractère d'urgence. Les chemins de fer, tout en demeurant la propriété des associations particulières, font également partie du domaine public. Les compagnies n'agissent que dans les limites que leur trace la loi, avec l'autorisation du Gouvernement et sous la surveillance toute spéciale de l'autorité administrative. Elles sont soumises à toutes les servitudes que peut réclamer l'intérêt général, telles que le transport des dépêches et des troupes, le règlement des tarifs, le prélèvement des taxes et, souvent même, le partage des bénéfices. La concession est temporaire, et la propriété, au bout d'une certaine période, fait retour à l'Etat.

Enfin, à défaut de l'expropriation, l'Etat ne peut pas prononcer la déchéance. Les compagnies qui éprouvent des embarras ne souffrent que de la situation générale. Que l'ordre soit rétabli, que la confiance renaisse, que l'Etat retrouve son crédit et tienne ses engagements envers les compagnies, et elles retrouveront également, comme toutes les industries, la force qui peut leur manquer aujourd'hui.

Mais, si les embarras du crédit industriel devaient décider l'Etat à s'emparer des chemins de fer, nous ne voyons pas pourquoi il s'arrêterait dans cette voie. Après avoir mis la main sur les grandes entreprises de transport, il serait conduit à exproprier les ateliers, les usines, les manufactures, à se faire l'entrepreneur universel du travail. L'expropriation des chemins de fer serait donc en réalité le premier pas fait dans la voie du communisme. Ce pas fait, il n'y aurait pas d'industrie qui ne dût se croire en péril; c'est le droit même de propriété qui serait en question.

Au nom de ce droit, qui est la base même de la société, nous croyons de notre devoir, citoyens membres du Gouvernement provisoire, de protester contre la mesure d'expropriation dont les compagnies sont menacées.

Le rapport suivant a été adressé au ministre de l'instruction publique sur les indemnités littéraires :

Monsieur le ministre, Les encouragements littéraires et scientifiques figurent au budget de votre ministère pour une somme de 203,400 fr., répartis en : 1° en indemnités fixes (devenues abusivement de véritables pensions); 2° en indemnités éventuelles, à titre de secours ou encouragements.

Le chiffre des indemnités fixes inscrites s'élève à 212,200 fr. Par conséquent, il dépasse de 8,800 le chiffre du crédit total, et il ne reste absolument rien pour les indemnités éventuelles, par lesquelles cependant on soulagerait beaucoup plus d'infortunés que par les pensions.

En d'autres termes, il faudrait, avec 146,625 fr., en payer 212,200. Les ministres du gouvernement déchu vous ont donc légué une banqueroute qui semble inévitable.

Mais l'exercice même du mal en indique le remède. C'est par une révision attentive et impartiale de la liste des indemnités, c'est par l'exclusion de ceux qui, sans aucun titre, ont pris part jusqu'à ce jour aux libéralités de l'Etat, qu'il sera possible désormais de consacrer uniquement à la récompense des services rendus, en même temps qu'au soulagement de véritables infortunés, une allocation dont le caractère moral aurait dû être mieux respecté. Les principes qui doivent servir de base à ce travail de révision sont établis avec netteté et avec justice dans la note suivante, rédigée par M. F. Génin, chef de la quatrième division.

« Il est malheureusement notoire, dit M. Génin, que les pensions littéraires ont été jusqu'ici une source d'abus. Destinées au mérite indigent, elles étaient données trop souvent à la faveur réglée par la politique ou par d'autres considérations aussi étrangères au but de l'institution. C'était, pour ainsi dire, les fonds secrets du ministère de l'instruction publique. Les choses ne peuvent désormais continuer sur ce pied : il y a tout à la fois impossibilité morale et impossibilité matérielle.

« La suppression de ces indemnités illégitimes pourra donner le moyen de payer les indemnités légitimes.

« Il ne s'agit plus que de reconnaître les indemnités illégitimes.

« Avant tout, il importe de rappeler deux dispositions écrites dans la loi : 1° on ne saurait cumuler une pension de retraite avec un traitement actif; 2° les veuves remariées perdent leurs droits à la pension obtenue sous le nom de leur premier mari.

« Il n'y aurait plus, à l'avenir, de pensions littéraires, mais seulement des indemnités de deux classes : annuelles et éventuelles; les premières révoquées à la fin de l'année, les secondes consistant en une somme une fois donnée, ce qu'on appelait un secours. Cette mesure, en même temps qu'elle conserverait le bon résultat des anciennes indemnités fixes ou pensions, permettrait pour l'avenir, de corriger les abus presque aussitôt qu'on les découvrirait; car, dans une matière si délicate, il est à peu près impossible de se garantir de toute surprise.

« Les indemnités, étant un fonds de secours et d'encouragement, supposent une situation de fortune malaisée. Il serait donc bien entendu que jamais l'indemnité annuelle ne peut appartenir à qui possède de certaines ressources, ni former l'appoint d'un traitement jugé au-dessous des fonctions ou du mérite d'un fonctionnaire.

« Par la même raison, il semble que le chiffre le plus élevé de l'indemnité annuelle qui, dans l'état présent des choses, atteint et même dépasse mille écus, pourrait être réduit à 2,400 fr. Le but, je le répète, est seulement de venir en aide à une situation difficile.

« On a souvent réclamé la publication de la liste des indemnités; cette mesure aurait l'avantage d'assurer la légitimité des choix par le contrôle de l'opinion publique et de diminuer d'autant la responsabilité ministérielle; mais l'in-

convénient serait de livrer les noms et les titres des littérateurs inscrits à la discussion passionnée ou jalouse de leurs rivaux. En dehors même de cette discussion, bien des misères renonceraient à se voir secourues, plutôt que de consentir à l'être publiquement, et les souffrances les plus profondément senties, et par conséquent les plus timides, resteraient le plus sûrement inconsolées.

« Pour concilier autant que possible ces deux intérêts contraires, on pourrait publier la liste des indemnités annuelles, et tenir secrète celle des indemnités éventuelles, qui sont, à proprement parler, des charités. La probité des fonctionnaires de la République doit être, en certaines circonstances rares et justifiées d'ailleurs par la nécessité, acceptée aussi comme une garantie suffisante. Ainsi, l'on ferait à chacun sa part : on satisferait le principe de la publicité et l'on ménagerait la pudeur de l'infortuné.

Ces considérations, monsieur le ministre, paraissent contenir tous les éléments essentiels pour parvenir à une solution prompte et décisive de la question qui est l'objet de ce rapport. Elles tendent à consacrer tout ensemble les droits de l'humanité et ceux de la justice.

En conséquence, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation les propositions suivantes :

« La liste des indemnités scientifiques et littéraires sera immédiatement révisée.

« A l'avenir, les indemnités fixes seront converties en indemnités annuelles et éventuelles.

« Aucune indemnité annuelle ne s'élèvera au-dessus de la somme de 2,400 francs (soit 200 fr. par mois).

« Les noms et les titres des personnes qui auront été conservées sur la liste des indemnités annuelles seront, sous un bref délai, publiés au *Moniteur* (1).

Agrez, Monsieur le ministre, mon salut respectueux et fraternel.

Le secrétaire-général du ministère de l'instruction publique et des cultes, EDOUARD CHARTON.

Approuvé ce rapport : CARNOT.

Paris, ce 23 avril 1848.

Le National publie ce matin l'extrait suivant de sa correspondance d'Alger :

« Un sieur Couput vient de débarquer ici, se disant commissaire muni de pouvoirs extraordinaires, illimités, qui lui auraient été donnés par le ministre de l'intérieur, pour procéder à toutes espèces de changements, réformes, mutations, etc., etc., dans le personnel des administrations civiles et militaires de l'Algérie, et pour diriger les élections.

« La nouvelle en était si peu attendue, que, tout d'abord, personne n'a voulu y croire. Comment, d'ailleurs, admettre que le ministre de l'intérieur puisse déléguer des pouvoirs, et des pouvoirs de cette nature, dans un pays qui est sous les ordres immédiats du ministre de la guerre?

« Le gouverneur-général a été, dit-on, non moins surpris que la population. Aucun ordre du Gouvernement, aucun avis du ministre duquel il relève ne lui avait donné avis de cette étrange mission.

« Il y a vu un tel manque d'égards, une telle marque de défiance, qu'il a écrit immédiatement pour demander qu'un successeur lui fût donné. Le directeur des affaires civiles a pris la même résolution. Tout le monde est indigné; tout le monde se demande s'il y a parti pris de bouleverser, de ruiner l'Algérie. C'est la confusion des pouvoirs, c'est l'anarchie.

« Nous voudrions, ajoute le National, pouvoir expliquer la lettre de notre correspondant par une erreur de sa part. Mais les faits sont articulés d'une manière trop précise pour que nous puissions les mettre en doute. Il faut donc que le Gouvernement s'explique; il faut qu'il dise quelles sont ses intentions à l'égard de l'Algérie, à l'égard du gouverneur-général. S'il a cru devoir faire passer l'Algérie sous les ordres du ministre de l'intérieur, s'il n'a pas confiance dans le général Cavaignac, il faut qu'il le dise hautement, qu'il en produise les motifs.

« Le silence ne lui est pas permis.

« Voici ce que nous lisons sur le même sujet dans l'Akhbar, journal d'Alger :

INCIDENT COUPUT.

« Il se passe en ce moment à Alger un incident que nous avons peine à expliquer, mais dont nous devons rendre compte à nos lecteurs.

« M. Couput, négociant propriétaire à Alger, et l'un des administrateurs de l'entreprise Sarlande, laquelle s'occupe principalement de transports pour le compte de diverses administrations civile et militaire, est arrivé à Alger par le dernier bateau.

« D'après les renseignements qui nous ont été fournis, et que nous avons lieu de croire exacts, M. Couput est porteur d'un ordre de M. Ledru-Rollin, ministre de l'intérieur, et en vertu duquel il est spécialement chargé de diriger les élections de l'Algérie et de résoudre les questions de détail qui pourraient survenir, etc., etc.

« L'Algérie est placée dans des conditions particulières; elle est exclusivement soumise à la haute direction du ministère de la guerre, et aucun ministre, sauf le ministre des finances, et cela encore dans les cas prévus par les arrêtés, ne peut y transmettre d'ordres directs; il faut toujours que ces ordres aient l'attache du département de la guerre.

« Or, cette attache manquait précisément, à ce qu'on assure, à la commission dont M. Couput était porteur. C'était là une grave irrégularité, et qui plaçait nécessairement M. le gouverneur et les autorités locales dans un véritable embarras. Toutefois, comme, d'une part, la lettre de service délivrée par M. le ministre de l'intérieur ne pouvait être révoquée en doute, et que de l'autre, la mission de M. Couput avait jeté une certaine inquiétude dans la population, M. le gouverneur-général a fait publier la proclamation suivante :

Citoyens, Au moment où vous allez être appelés à choisir vos mandataires, une agitation nouvelle s'est produite dans la cité; je le déplore et j'en cherche la cause.

Un des citoyens qui ont le plus longtemps habité parmi vous est délégué par le ministre de l'intérieur au nom du Gouvernement provisoire. Sa mission est d'intervenir dans les mêmes limites où le Gouvernement provisoire a entendu le faire, dans les mesures à prendre pour garantir le choix de citoyens dévoués à la République. Sa mission est de s'enquérir sur les lieux des besoins nouveaux de votre administration. Ces besoins, il me les fera connaître; je resterai juge, comme gouverneur-général, de leur réalité. Je les discuterai avec le directeur-général des affaires civiles et sous ma responsabilité personnelle; restera l'adoption des mesures qu'il croira devoir me proposer. Qu'y a-t-il là qui doive vous agiter ou vous surprendre? Avez-vous confiance en moi hier? Pourquoi me manquerait-elle aujourd'hui?

Je vous conjure, au nom de la République que vous avez saluée de vos acclamations, de ne point céder à des suggestions malveillantes; je vous conjure de me donner une nouvelle preuve de cette confiance et de cette affection que je paie si complètement par mon dévouement à vos intérêts.

Alger, le 15 avril 1848.

« Nous avouons très franchement, ajoute l'Akhbar, que cette proclamation ne nous donne pas des éclaircissements très complets sur la nature et l'étendue des pouvoirs conférés à M. Couput. Nous attendons donc de nouvelles explications à cet égard, soit de l'autorité supérieure d'Al-

(1) Les personnes maintenues provisoirement sur la liste des indemnités annuelles, avec ou sans réduction, recevront, avant la fin de ce mois, l'ordonnance du premier trimestre de 1848.

ger, soit des journaux officiels de Paris, qui pourront sans doute nous mettre au fait des intentions précises du Gouvernement provisoire.

CHRONIQUE

DÉPARTEMENTS.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — M. Courrent, procureur-général près la cour d'appel d'Aix, a adressé à tous les commissaires près les tribunaux de son ressort une circulaire dont on ne peut qu'apprécier l'esprit :

« Aix, le 9 avril 1848. Citoyens commissaires du Gouvernement près les Tribunaux.

« Citoyens juges de paix et citoyens maires dans le ressort de la Cour d'appel d'Aix.

« Les élections approchent : la République doit en sortir pure, magnanime et sainte.

« L'indépendance des élections est le premier droit de la France. La pacifique union de tous les Français est dans ce droit suprême. Si ce droit inviolable est violé par qui ce soit, constatez toute violation et je poursuivrai tout coupable.

« Salut et fraternité. Le citoyen procureur-général, COURRENT. »

CALVADOS (Caen). — M. de Flers, propriétaire à Hémévez (Manche), vient de publier un écrit dans lequel il conteste au Gouvernement provisoire le droit de décréter l'impôt extraordinaire de 45 centimes, et déclare se refuser à l'acquiescer. Cet écrit étant parvenu à la connaissance du parquet de la Cour d'appel de Caen, M. le procureur-général vient de donner des ordres pour que l'auteur en soit immédiatement poursuivi.

PARIS, 24 AVRIL.

Plusieurs journaux annonçaient hier que de graves irrégularités étaient commises dans quelques mairies de Paris à l'occasion de la remise des cartes d'électeurs; on disait que, notamment au 12^e arrondissement, ces cartes étaient remises avec si peu de soin, que plusieurs personnes en avaient obtenu jusqu'à trois ou quatre. Il a été reconnu que ces faits étaient vrais, et que des fraudes coupables avaient été commises ou du moins tentées. Un avis émané de la mairie de Paris annonce qu'une enquête a été faite à ce sujet, et que les mesures les plus sévères et les plus efficaces ont été prises dans chaque section pour que le même électeur ne puisse pas voter deux fois.

Le préfet de police a fait également publier un avis dans lequel il rappelle les dispositions de la loi pénale sur le trafic des suffrages.

« On assure, dit ce soir le Messenger, que le Gouvernement vient d'annuler, pour cause d'irrégularités graves, les élections du 12^e arrondissement. »

Le Gouvernement provisoire vient de décréter qu'au titre de commissaire du Gouvernement près le Tribunal de..., sera substitué le titre de procureur de la République.

On lit dans le Journal de Rouen : « D'après des renseignements qui nous parviennent et que nous avons tout lieu de croire exacts, la ville de Mantes aurait été troublée pendant la nuit de samedi à dimanche par un acte du plus condamnable arbitraire dont le commissaire du Gouvernement pour l'arrondissement de Mantes se serait rendu coupable.

« Il paraît que ce fonctionnaire avait cru pouvoir, de son autorité privée, mettre l'interdit sur une imprimerie de Mantes où l'on avait pris la liberté d'imprimer des listes de candidats que M. le commissaire jugeait à propos de repousser de l'Assemblée nationale. En conséquence, pendant la nuit de samedi à dimanche, une expédition, dirigée par le commissaire de Mantes en personne, a été organisée contre l'imprimerie dont nous venons de parler; l'établissement a été envahi, les presses ont cessé de fonctionner, et les listes déjà imprimées ont été détruites.

« Cet acte de brutale intimidation a été loin, nous assure-t-on, de servir les projets que le commissaire de Mantes avait conçus. A la nouvelle de l'audacieuse violation de domicile qui venait d'être accomplie, l'alarme s'est bientôt répandue dans la ville. La garde nationale s'est hâtée de prendre les armes, elle est accourue offrir sa protection au citoyen dont la liberté était menacée, et, comme le commissaire persistait dans ses prétentions et refusait d'entendre la voix de la raison, les gardes nationaux exaspérés se sont emparés de sa personne et l'ont enfermé dans la prison de Mantes.

« L'imprimerie menacée a pu reprendre alors la publication de ses listes, et les élections n'auront pas eu à subir davantage la fatale influence d'un fonctionnaire bien peu digne de commander à des hommes libres.

« On disait hier matin que la garde nationale de Mantes allait expédier son prisonnier à Paris, par le chemin de fer, avec prière au Gouvernement provisoire de l'infliger à une autre localité.

« Voici, sur les mêmes faits, le récit d'une autre correspondance :

« Le sous-commissaire du gouvernement vient d'être embarqué au chemin de fer, escorté par plus de 2,000 gardes nationaux et habitants. Ce fonctionnaire s'étant présenté pour voter, armé de deux pistolets et d'une canne à épée, un commencement d'agitation s'est manifesté. On lui a permis de voter, mais l'exaspération a été portée à son comble lorsque le sous-commissaire a prétendu imposer la liste imprimée par ses ordres. Pour mieux assurer le succès de sa combinaison, il avait mis les scellés sur les presses pour qu'on n'imprimât pas d'autres bulletins. Cet acte inouï d'arbitraire et de violence a excité une indignation générale, et, sans la prudence des hommes amis de l'ordre, les choses se seraient passées d'une manière plus fâcheuse.

« On a annoncé que M. Napoléon Chancel, commissaire-adjoint dans le département de la Drôme, avait été arrêté et conduit de Valence à la citadelle de Grenoble.

« Le Courrier de l'Isère annonce que le ministre de l'intérieur, par une dépêche télégraphique, a confirmé la révocation prononcée contre M. Chancel par M. Froussard, commissaire-général dans les départements de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes.

« Le procureur-général près la Cour d'appel de Grenoble a reçu du ministre de la justice l'ordre de diriger M. Chancel sur Paris.

« On lit à ce sujet dans le Patriote des Alpes : « En exécution d'un ordre du Gouvernement provisoire, le sieur Napoléon Chancel a dû être transféré à Paris; il est parti hier au soir, accompagné d'un officier de gendarmerie. »

« Le receveur-péage du pont de Champigny-sur-Marne, le sieur Antoine Rossignol, ayant vu flotter hier un vêtement à la surface de cette rivière, s'empressa de se précipiter au secours de la personne dont le danger lui semblait imminent. Il ramena en effet bientôt sur la rive le corps d'une femme; mais malheureusement son dévouement avait été inutile, et la mort remontait à plusieurs heures. Renseignements pris, on a découvert que cette

femme, mariée en secondes noces au sieur P... menuisier à Versailles, s'était volontairement donné la mort, ainsi que l'indiquait un écrit de sa main laissé par elle au domicile de son mari avant de le quitter pour toujours.

Une scène de violence survenue hier soir pour le plus futile motif, dans le quartier de la Cité, a eu pour déplorable résultat le meurtre d'un homme dont le cadavre exposé aujourd'hui à la Morgue, n'a pas été, jusqu'à ce moment, reconnu. Voici, d'après l'enquête sommaire à laquelle la justice a procédé, comment se seraient passés les faits : Le nommé B..., qui tient rue Saint-Eloi, n° 20, une de ces maisons que l'on désigne sous le nom de tapis-franc, s'étant pris de querelle avec un individu qui venait de faire chez lui une consommation dont il ne pouvait payer en totalité le montant, voulut le contraindre à laisser, en garantie de la différence, un objet quelconque, ou à défaut, une partie de ses vêtements. Le buveur refusa, et comme le sieur B... insistait, il ouvrit la porte, gagna la rue et essaya de prendre la fuite.

Ce serait alors, d'après l'enquête, que le sieur B..., s'armant d'un bâton noueux, se serait précipité à sa poursuite, qu'il l'aurait atteint, et se serait porté contre lui à des violences telles que ce malheureux, après avoir essayé vainement de se défendre, aurait succombé au nombre et à la violence des coups, qui lui étaient portés particulièrement sur le crâne, dont la boîte osseuse serait brisée.

Quoi qu'il en soit, un gardien de Paris, attaché au commissariat de police du quartier de la Cité, étant accouru aux cris de la victime qu'aucun des voisins n'avait secourue, bien qu'il ne fût guères que dix heures du soir, n'arriva près d'elle que pour recevoir son dernier soupir. Ce matin, le sieur B... a été arrêté et conduit au dépôt de la préfecture de police, où il a été provisoirement écroué à la disposition de l'autorité judiciaire.

Un journal du soir rapporte ainsi qu'il suit les circonstances d'un tragique événement dont un hôtel garni de la rue du Dauphin aurait été le théâtre dans l'après-midi de ce jour :

« Une jeune personne de vingt et quelques années, occupant un modeste logement au cinquième étage de cette maison, était recherchée en mariage par un de ses cousins, plus âgé qu'elle de trois ou quatre ans, et dont elle refusait d'agréer l'hommage. Ce jeune homme s'est présenté chez elle et a fait une dernière tentative pour la décider à accepter l'offre de sa main. Sur son refus obstiné, il s'est armé d'un pistolet qu'il lui a déchargé à bout por-

tant dans la poitrine, et l'a étendue raide morte à ses pieds. Il a rechargé aussitôt son pistolet et a cherché à se faire sauter la cervelle, mais cette fois l'arme a raté. Sans perdre une minute, il saisit un poignard dont il s'était muni à dessein, et s'est plongé le fer dans le cœur. Il est tombé à l'instant même sans vie sur le carreau à côté du cadavre de sa victime. »

— De nouvelles arrestations, au nombre de onze, ont encore été opérées aujourd'hui en exécution de mandats décernés par le parquet de Pontoise dans l'affaire de pillage, dévastation et incendie du chemin de fer du Nord. Les onze inculpés ont été amenés à Paris sous la garde d'agents du service de sûreté et de gendarmes de la compagnie départementale pour être interrogés par M. le conseiller Foucher, spécialement chargé de la direction de l'instruction des affaires de cette nature.

— Quatre individus, surpris la nuit dernière en flagrant délit de démantèlement furtif dans le quartier Popincourt, ont été arrêtés par une patrouille de gardes nationaux, et conduits au bureau du commissaire de police, qui les a envoyés sous mandat de dépôt à la Préfecture.

AU RÉDACTEUR.

Monsieur, Vous avez déjà reproduit contre moi un article de la Commune de Paris. En réponse à cet article, je vous ai adressé une lettre que vous n'avez pas voulu insérer.

Aujourd'hui, vous admettez encore la même attaque, j'en appelle à votre impartialité pour accueillir cette réponse. Quant à ma fuite, vous pouvez dire à Taschereau que je suis allé pour le voir, et que de nous deux lui seul se cache. J'aurais pourtant bien voulu le voir de près et lui montrer que ma présence est plus lourde pour les uns qu'elle ne paraît légère aux autres.

Je vous prie à la suite de cette réclamation d'insérer la lettre que les autres journaux ont accueillie à la suite de l'attaque. C'est le devoir de la presse d'en agir ainsi.

Je vous salue.

22 avril.

Victor Bouton.

« Monsieur le rédacteur,

« Avant-hier, au club de la Révolution, un sieur Lechallier, membre du bureau, est venu, en son nom, m'accuser d'avoir été agent de police du régime déchu. « Aujourd'hui le journal imprimé rue de Jérusalem, la Commune de Paris, reproduit l'accusation et met dans ma bouche la menace de commettre des excès sur la personne de M. de Cormenin.

Quant au club, on m'en a exclu, sans forme, sans explications, et sur l'ordre pur et simple du sieur Lechallier : j'ai récusé immédiatement des gens qui me condamnaient sans m'entendre.

Quant à Lechallier, je l'attaque en diffamation. Quant à la Commune, je l'attaque en diffamation. Quant à l'individu qui répond au nom de Sobrier; je crois n'avoir en affaire qu'à un énergumène ou à un homme ivre. Quant à M. de Cormenin, je lui laisse le soin de faire justice, en ce qui le concerne, des allégations du journal de la police républicaine : on peut lire, dans le numéro d'avant-hier du Représentant du Peuple, une lettre que j'ai signée et où je défends M. de Cormenin.

Veillez, M. le rédacteur, accueillir ma lettre. Je rendrai ces débats curieux.

Je vous salue,

Victor Bouton.

13 avril 1848.

Bourse de Paris du 21 Avril 1848.

On a parlé plus que jamais de l'expropriation des chemins de fer. Demain, disait-on, paraîtra dans le Moniteur le décret concernant ceux-ci : plusieurs systèmes de remboursement étaient discutés, tous s'accordaient à dire que le remboursement se ferait en rente 5 0/0 au pair ; mais c'était sur la fixation du prix des actions de chemins de fer que l'on ne s'accordait pas.

Les uns prétendaient que l'on prendrait le cours moyen entre les derniers cours avant la Révolution et les premiers cours après. D'autres, que la base serait la moyenne entre le plus haut et le plus bas cours des six mois précédant le 23 février. Quoi qu'il en soit, comme tous les systèmes de remboursement que l'on discutait donnaient, en réalisant, des cours plus élevés que ceux de samedi, tous les chemins de fer (le Rouen surtout) ont éprouvé un fort mouvement de hausse.

Les banques ont participé à ce mouvement, mais pour une raison différente : on assurait que le conseil s'occupait de la réunion définitive de toutes les banques départementales à la banque de France.

On ne disait rien de nouveau de l'étranger. Le 3 0/0, qui restait samedi à 40 50, a débuté à 40, a fait 41 50 au plus haut et finit à 40 75.

Le 5 0/0, resté samedi à 61 25, a débuté à 60, a touché 61 50 et ferme à 60 75.

La banque, qui restait samedi à 1,170 a débuté à 1,175 et a monté graduellement jusqu'à 1,200 (cours de fermeture).

La rive droite a monté de 110 à 120. La rive gauche de

100 à 105, dernier cours. L'Orléans de 500 à 517 50, Marseille de 200 à 210, dernier cours. Le Centre de 230 à 247 50, et reste à 242 50.

Le Bordeaux a été coté à 395 et 400.

Le Nord, qui restait samedi à 337 50, a débuté à 338 75, et a monté successivement jusqu'à 360 (dernier cours).

Le Strasbourg, fermé samedi à 345, a débuté à 350, est venu à 357 50, a rebaisé à 350, et ferme à 355.

Le Nantes a monté de 340 à 345; le Lyon a débuté à 311 25 (cours de clôture de samedi), et ferme à 318 75 (dernier cours).

On a aussi fait au comptant du 5 0/0 belge 1840 à 61 1/2, des obligations de la Ville de 1,010, et du Piémont à 825; enfin des actions des quatre canaux à 665.

AU COMPTANT.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 5 0/0, 3 0/0, Obligations de la Ville) and Price/Value.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 5 0/0 courant, 3 0/0, 2 1/2 hollandais) and Price/Value.

— Les personnes qui auraient des châles des Indes et des crêpes de Chine à acheter sont invitées à visiter le magasin de la Ville de Paris, qui a fait sur ces articles un rabais considérable.

— Le nom de M. Fattet est tellement connu, et son talent si dignement apprécié, qu'on serait tenté de considérer comme superflu de relever une erreur typographique qui a été commise à propos de l'adresse exacte de ce savant praticien, néanmoins il est juste de ne laisser aucun doute à ce sujet, on rappellera donc que ses salons sont toujours rue Saint-Honoré, 363.

Ventes immobilières.

AUDIENCES DES CRIÉES.

Paris DEUX MAISONS Etude de M. Adrien TIXIER, avoué à Paris, rue de la Monnaie, 26. — Adjudication, le 11 mai 1848, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de la Seine.

De deux Maisons contiguës, sises à Clignancourt, commune de Montmartre, l'une rue Labat, l'autre rue Marcadet.

Mises à prix :

1er lot — Maison rue Labat : 35,850 fr. 2e lot. — Maison rue Marcadet : 28,150 fr.

S'adresser : A M. Tixier, avoué poursuivant, Et à M. Migeon, Ernest Moreau, Morin, Fournet, Oscar Moreau, avoués colicitants. (8025)

GRANDE PROPRIÉTÉ Etude de M. CO-MARTIN, jeune, avoué, rue Saint-Denis, 374, à Paris.

Vente au Palais-de-Justice, à Paris, le 29 avril 1848, D'une grande Propriété propre à la spéculation, contenance 425 mètres 93 centimètres, sise à Paris, rue des Tournelles, 11, près la Bastille.

Mise à prix : 25,000 fr. S'adresser à M. Co-martin jeune, avoué poursuivant, A M. Leveillain, Gallou et Chagot, colicitants; Et à M. Monnot-Leroy, notaire, rue Thévenot, 14. (8026)

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE.

UN CENTIME ET DEMI CHAQUE ÉCRIT RÉPUBLICAIN. Catechisme du père André (Qu'est-ce que la République, etc.). Chansons républicaines (1793-1848). — Constitution de 1793. — Déclaration des

droits de l'homme et du citoyen. — Constitution des Etats-Unis et de la Belgique. — Fait concernant l'établissement de la République. — Biographie des membres du Gouvernement provisoire.

Ces écrits ne coûtent presque rien : un centime et demi, ou au plus trois centimes, quand ils contiennent la matière de plus de 16 pages in-8°. Un exemplaire seul, 3 centimes; 40 exemplaires assortis, 25 c. Cent exemplaires assortis ne coûtent ensemble guère plus de 1 fr. 50 c. Les sociétés républicaines, et les citoyens qui ne sont pas seulement républicains de nom, mais qui agissent, s'empresseront d'aider à la propagation de ces écrits qui concernent les principes. Adresser, franco, au directeur de la Propagande républicaine, passage du Caire, 37, Paris, un mandat sur la poste et sur Paris, de 3, 6, 9 ou 12 francs, pour recevoir environ 150, 300, 450 ou 600 exemplaires assortis.

COLLÈGE DE FRANCE. Ecole d'administration.

Cours préparatoire de M. Lespinasse, rue Baillet, 1. Pension et externat.

A LOUER un joli appartement au troisième, composé de : antichambre, cuisine, salle à manger, salon, deux chambres à coucher; prix, 1,300 fr. On peut louer également un rez-de-chaussée propre à établir des bureaux. — S'adresser rue de la Victoire, 2 ter, de 9 à 4 heures. (796)

COURS D'APPEL ET TRIBUNAUX.

BLAIS aîné, costumier, Rue du Pot-de-Fer-Saint-Sulpice, 4, à Paris. (Les envois seront adressés franco.) (740)

COMPTOIR GÉNÉRAL

pour toutes liquidations à Paris, traitait de fonds des maisons compromises et cau-

tionnements; achats de créances et avances; toutes opérations de Bourse et placements; gestions importantes, conseils, renseignements, commissions et missions de confiance. On demande des correspondants; ils ont un tiers des bénéfices. Ecrire au Directeur, rue Vivienne, 49. (821)

GUY D'AMOUR DENTISTE, rue Richelieu, 112 (maison Fracastri), ci-devant faubourg Montmartre, 4, breveté d'invention et de perfectionnement (sans garantie du gouvernement), pour le STUC-PLOMBAGE, pâte blanche comme la dent, y adhérent avec force. Elle dure à l'instant, et d'une dent noire et gâtée en refait une blanche et pure. Bulletin de garantie d'un an. Demander OSANO-CRISTALLINES, se posant sans extractions de racines, sans pivots ni crochets. Garanties par écrit. (787)

A partir du 1er Avril, les ANNONCES, RECLAMES et AVIS DIVERS à insérer dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, sont reçus au BUREAU DU JOURNAL, et à la COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ANNONCES, place de la Bourse, 8 (Société BIGOT et C').

TARIF DES ANNONCES : ANNONCES LÉGALES. — PURGES LÉGALES. — SÉPARATIONS, ETC.

(TARIF FIXÉ PAR LA COUR D'APPEL DE PARIS.)

Annonces partielles relatives aux Ventes dont les Annonces judiciaires auront été faites dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX : 1 fr. la grande ligne pour une fois. 75 c. — pour deux fois et au-dessus.

Annonces partielles isolées. 1 fr. 25 c. la grande ligne pour une fois. 1 — pour deux et trois fois. 75 — pour quatre fois et au-dessus.

ANNONCES-AFFICHES ET ANGLAISES. — LIBRAIRIE ET INDUSTRIE.

D'une à quatre Annonces. 40 c. la ligne. FAITS DIVERS. 2 fr. 50 c. la ligne. Cinq Annonces et plus en un mois, on une seule au-dessus de 100 lignes. 50 c. d'. RECLAMES. 1 fr. 50 c. d'.

Les Annonces relatives aux Sociétés commerciales, aux Ventes judiciaires, et les Annonces légales faites en exécution du décret du 8 mars 1848, et toutes celles de MM. les Officiers ministériels, doivent être remises exclusivement au Bureau de la GAZETTE DES TRIBUNAUX. (841)

Convocations d'Actionnaires.

Le gérant de la Caisse générale de l'Agriculture à l'honneur de prévenir MM. les actionnaires qu'ils sont convoqués en assemblée générale extraordinaire le jeudi 11 mai prochain, à midi, au siège de l'Administration, cité Trévise, 7.

Cette réunion a pour objet : 1° De consulter les actionnaires sur les moyens à employer pour faire face aux exigences du moment; 2° Subsidièrement et faute de s'entendre prononcer la

dissolution de la société. MM. les actionnaires sont prévenus que pour être admis à l'assemblée, ils doivent faire, la veille au plus tard, le dépôt de leurs actions, entre les mains du caissier, qui en délivrera un récépissé.

Les actionnaires de la Compagnie anonyme d'assurances contre l'incendie de la SAUVÉUR, sont convoqués en assemblée générale pour le mercredi 10 mai, onze heures précises du matin, au siège de la société rue de Grammont, 7, pour entendre le rapport des opérations de la société, vérifier les comptes, délibérer sur l'application des articles 51 et 53

des statuts modifiés (art. 50 et 52 anciens), et procéder aux nominations prescrites par les articles 44 ou 53 (art. 42 ou 52 anciens).

L'assemblée générale extraordinaire de la Marbrerie mécanique, sous la raison sociale Plattard et C, fixée au 22 courant, n'ayant pu délibérer valablement sur les termes de ses statuts, les actionnaires sont de nouveau convoqués pour le 14 mai prochain, à midi, au siège social rue Saint-Sébastien, 19, à Paris.

D'après l'art. 39 des statuts, nul n'est admis à faire partie de l'assemblée, s'il n'est porteur de dix actions et s'il

n'a déposé ses titres trois jours au moins avant la réunion, au bureau de la société. (815)

A louer belle habitation de campagne, située à Migneaux, près de Poissy, sur la rive gauche de la Seine, consistant en grande maison meublée, nombreuses dépendances, très beau parc de 40 hectares, magnifiques eaux, très belle vue, etc.

S'adresser, à M. Sance, concierge. (846)

min — GNE HING, 10 c. le bâton. — Rue Neuve-St-Marc, 11 et rue Jaquet, 8, au 1er, près la Bourse. (808)

PÂTE ÉPILATOIRE

PERFECTIIONNÉE DE M. DUSSEY, rue du Coq-Saint-Honoré, 13, au 1er, reconnue, après examen fait, la seule qui détruise entièrement le poil et le dure sans altérer la peau. Cette pâte est supérieure aux poudres et ne laisse aucune rougeur. Prix : 10 fr. (Affranchir.) Envoi en province. (106)

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1848, dans les Petites-Affiches, la Gazette des Tribunaux et le Droit.

SOCIÉTÉS.

Etude de M. Augustin FRÉVILLE, avocat-avocat-avocat, rue Neuve-des-Bons-Enfants, 37, à Paris.

D'une sentence arbitrale, rendue le 4 avril 1848, par MM. Desboudets, de Jouy et de Lamberterie, avocats-arbitres-juges, demeurant à Paris, et déposée pour minute au greffe du Tribunal de commerce de la Seine, séant à Paris, par M. Desboudets l'un d'eux, le 10 dudit mois d'avril, et rendue exécutoire par ordonnance d'exécution en date du même jour, par Dewinck, juge au Tribunal de commerce, le plus ancien en exercice, et faisant fonctions de président, enregistrée le 24 avril 1848, par Decourtes, qui a reçu les droits.

Entre M. CARBONNEL, gérant de la société des parquiers d'huîtres, demeurant à Paris, ci-devant rue Lafitte, 17 bis, et actuellement rue de Joutilly, 11; S'avoir : contradictoirement avec M. le marquis de Jumilhac, demeurant à Paris, rue de la Ville-Leveque, 35; 2° vicomte de Richemont, demeurant à Paris, rue de la Madeleine, 23; 3° Gérard, demeurant à Paris, rue Castellane, 4; 4° Die Liévière, demeurant à Paris, rue de Breda, 5; 5° Revillon d'Apréval, demeurant aussi à Paris, rue Clapton, 17; 6° Bertrand, demeurant à Paris, rue Olivier; 7° Charrier, demeurant aussi à Paris, rue Richier, 3 bis; 8° Thomas, demeurant à Paris, rue de l'Anceine-Comédie, 18; 9° de Villabremon, demeurant au château de Port-Marly (Seine-et-Oise); 10°

Capleville, demeurant chez M. Chanet, médecin, rue Geoffroy-Marie, 13, à Paris; 11° Masson (Claude), demeurant aussi à Paris, rue St-Honoré, 383; 12° Masson (Antoine), demeurant aussi à Paris, rue Bassé-du-Rempart, 24; Et par défaut contre, savoir : 1° MM. Richard, demeurant à Paris, rue de la Vieille-Montagne, 8; 2° Mathan, demeurant à Paris, rue des Filles-St-Thomas, 47; 3° Crepeuil, demeurant à Paris, rue d'Enghien, 10; 4° Vieille, demeurant à Paris, rue St-Vincent-de-Paul, 6; 5° Concheron, demeurant à Paris, rue Bassé-du-Rempart, 26; 6° et Delacour et autres actionnaires inconnus assignés au parquet de M. le commissaire du Gouvernement, à Paris, d'autre part.

Il appert que la société formée par acte devant le Saint-Jean et son collègue, notaires à Paris, le 3 janvier 1846, enregistré, pour l'exploitation, l'élevage, l'amélioration et la vente des huîtres, dont le siège était fixé à Paris, rue Lafitte, 17 bis; A été déclarée dissoute à compter du 1er jour de la sentence; Que M. Porret, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, 10, a été nommé liquidateur de ladite société, avec tous les pouvoirs nécessaires pour réaliser l'actif social dépendant de ladite société. Pour extrait A. FRÉVILLE. (9219)

Par acte sous signature privée, en date du 18 avril 1848, enregistré à Paris le 21 avril 1848, par de Lestang, qui a reçu 5 fr. 50 c.; Une société en nom collectif et en commandite a été formée pour la pu-

blication et l'exploitation du journal ayant pour titre la Liberté; Entre : M. Prosper LEPOITEVIN fils, homme de lettres, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 5; M. Armand-Jean-Michel DUTACQ, propriétaire, demeurant à Paris, rue Cadet, 18; M. Edouard CHOLLET, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Provence, n. 48; Mme Charlotte WOLF, épouse séparée quant aux biens de M. Polydore MILLAUD, propriétaire, demeurant ensemble à Paris, rue Neuve-Saint-Georges, 20, agissant avec l'autorisation de son mari.

MM. Lepoitevin fils, Chollet, Dutacq et Mme Millaud sont gérants de la société et investis de tous les pouvoirs nécessaires pour administrer les intérêts communs. La raison sociale est : CHOLLET, DUTACQ et C. La signature sociale porte les mêmes noms; elle sera précédée des mots : pour la société du journal la Liberté. Les gérants sont seuls responsables; ils ont seuls la signature sociale; mais ils ne pourront l'employer que collectivement et dans l'intérêt de la société. Tout traité de rédaction, toute acquisition de matériel d'imprimerie, tout bail dépassant la durée d'une année, devra être conclu par les quatre gérants; toutes autres affaires, engageant la société pour une durée de plusieurs mois à une année, devront être faites par au moins deux gérants. Les affaires courantes et journalières de la direction, la surveillance du

personnel administratif de la société, l'impression et la distribution du journal, les recouvrements des sommes dues à la société par abonnements, annonces, ou quelque autre cause que ce soit, l'acquit des mandats de poste, seront faits par un seul gérant. Les mandats ne seront révoqués que d'un commun accord entre les gérants.

Le fonds social est divisé en quarante-huit parts; vingt-quatre parts du n° 1 au n° 24 sont abandonnées à MM. Lepoitevin, Dutacq, Chollet et Mme Millaud, et leur appartenance comme représentation de l'apport de la propriété du journal la Liberté. Les vingt-quatre autres parts seront cédées, négociées ou vendues par les fondateurs au mieux des intérêts de la société. Le siège de la société est rue Montmartre, 171. La durée de la société est fixée à quinze années, qui ont commencé à courir du 1er mars 1848. Pour extrait. DUTACQ. (9220)

TRIBUNAL DE COMMERCE.

SONT INVITÉS à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des faillites, MM. les créanciers :

NOMINATIONS DE SYNDICS. Du sieur LECACHÉUX, négociant, rue de Paradis-Poissonnière, 2, le 29 avril à 10 heures 1/2 (N° 4865 du gr.).

Pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit se consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics.

NOTA. Les tiers-porteurs d'effets ou endossements de ces faillites n'étant pas connus, sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

VÉRIFICATIONS ET AFFIRMATIONS. Du sieur DAURENS (Jean-Baptiste), distillateur, rue St-Honoré, 271, le 29 avril à 12 heures (N° 8284 du gr.). Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, aux vérifications et affirmations de leurs créances :

NOTA. Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour la vérification et affirmation de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics. CONCORDATS. Du sieur CARASSUS, décédé, commiss. en marchandises, rue Albovy, 14, le 29 avril à 10 heures 1/2 (N° 6390 du gr.). Du sieur DURAND-WURGLER (Lucien), chapelier, rue Vivienne, 33, le 29 avril à 10 heures 1/2 (N° 8119 du gr.). De dame HUET, md de nouveautés, rue du Sentier, 2, le 29 avril à 9 heures (N° 8120 du gr.). Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et délibérer sur la formation du concordat, ou, s'il y a lieu,

s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

NOTA. Il ne sera admis que les créanciers reconnus. REMISES A HUITAINE. Du sieur MOJON (Louis), fab. de bijou dorés, rue Meslay, 38, le 29 avril à 9 heures (N° 8027 du gr.). Du sieur GAUMET (André), ent. de bâtiments, rue Bassé-des-Ursins, 3, le 29 avril à 12 heures (N° 7655 du gr.). Du sieur DURAND-LOYSEUR (Eugène), md de vins en gros, à Montreuil, le 29 avril à 2 heures (N° 8113 du gr.).

Pour reprendre la délibération ouverte sur le concordat proposé par le failli, l'admettre s'il y a lieu, ou passer à la formation de l'union, et, dans ce cas, donner leur avis sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics. MM. les créanciers des sieurs BULLOT et C, société dite La Française, rue Breda, 28, sont invités à se rendre, le 29 avril à 2 heures précis à la salle des assemblées des faillites palais du Tribunal de commerce, pour reprendre la délibération ouverte sur le concordat proposé par le sieur Bullot personnellement conformément à l'article 531 du Code de commerce, l'admettre, s'il y a lieu, ou passer à la formation de l'union, et, dans ce cas, donner leur avis sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

ASSEMBLÉES DU 25 AVRIL 1848. NEUF HEURES : Perrée-Fichet, md de papiers en gros, céd. — Morisson, tailleur, id. — Lepin, anc. notaire, (N° 4815 du gr.). PRODUCTION DE TITRES. Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers :

De dame CRIGNON, lingère, place Vendôme, 24, entre les mains de M. Hellet, rue Paradis-Poissonnière, 56, syndic de la faillite (N° 8237 du gr.). Des sieurs MAURY fils et dame veuve COMBES, md de métaux, rue Notre-Dame-de-Noyon, 20, entre les mains de M. Bidard, rue Les-Carres, 12, syndic de la faillite (N° 8221 du gr.). Du sieur PANNETIER jeune (Jules-Félix), md de vins, rue St Denis, 81, entre les mains de M. Pellier, rue Lepelletier, 16, et Queruel, rue Guy-Labrosse, 4, syndics de la faillite (N° 8211 du gr.). Du sieur MAILLER (François-Fortune), fab. de toile, rue Fontaine-au-Roi, 39, entre les mains de M. Pellier, rue Lepelletier, 16, syndic de la faillite (N° 7998 du gr.).

Pour, en conformité de l'article 493 de la loi du 28 mai 1838, être procédé à la vérification des créances, qui commencent immédiatement après l'expiration de ce délai.

ASSEMBLÉES DU 25 AVRIL 1848. NEUF HEURES : Perrée-Fichet, md de papiers en gros, céd. — Morisson, tailleur, id. — Lepin, anc. notaire, (N° 4815 du gr.).

Pour la publication de la signature A. Guyot, le maire du 1er arrondissement.

Enregistré à Paris, le Avril 1848, F.

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 48.

Enregistré à Paris, le Avril 1848, F.